

Forum de Bonne Volonté Mondiale



Deux journées de réflexion sur le thème :

« DE L'INTELLECT A L'INTUITION »

&

**RESPONSABILITE ETHIQUE ET
OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Genève

Vendredi 28 Octobre 2016

Palais des Nations, Salle XI



Bonne Volonté Mondiale

40, rue du Stand - C.P. 5323 - CH-1211 Genève 11, Suisse

Tél : + 41 (0)22 734 12 52 – Fax : + 41 (0)22 740 09 11

geneva@lucistrust.org - www.lucistrust.org

Forum de Bonne Volonté Mondiale 2016

Responsabilité Ethique et Objectifs de Développement Durable

Vendredi 28 octobre 2016

Palais des Nations, Genève - Salle XI - 15:00-18:00

Un après-midi de réflexions et de discussions sur le thème des responsabilités éthiques auxquelles non seulement les Nations Unies, mais aussi les ONG, la société civile ainsi que l'humanité elle-même sont confrontées lorsqu'elles tentent de mettre en œuvre l'agenda 2030 : les **Objectifs de Développement Durable**.



Programme

15:00 Accueil et Introduction

15:05 Bonne volonté, responsabilité éthique et les objectifs de développement durable – le défi de ce siècle *Mintze van der Velde* – Lucis Trust, Bonne Volonté Mondiale – Genève

15:25 Dag Hammarskjöld– l'éthique dans la coopération internationale
Marco Toscano-Rivalta – Membre du staff des Nations Unies Genève

15:55 Les objectifs de développement durable des Nations Unies et valeurs humaines
Vita de Waal - Foundation for Gaia, Global Ecovillage Network, Planetary Association for Clean Energy

16:20 Pause

16:50 Crise de croissance, crise de conscience
Patrice Brasseur – Association Psychosophie

17:15 Les Nations Unies: Réflexions sur le monde, Réflexions sur nous-mêmes
Judith Hegedus - College Board, organisation sans but lucratif qui relie des étudiants à la réussite des collègues et des opportunités

17:40 Discussion plénière avec tous les intervenants

18:00 Fin de la journée



Cet événement est entièrement financé grâce à des donations aussi vos contributions sont chaleureusement acceptées.

Pour de plus amples informations, adressez-vous à la :

BONNE VOLONTE MONDIALE, 40, rue du Stand, C.P. 5323 - CH-1211 Genève 11 - Suisse

Tél : + 41 (0)22 734 12 52 – Fax : + 41 (0)22 740 09 11 - www.lucistrust.org - geneva@lucistrust.org

Introduction Forum Bonne Volonté Mondiale

Mintze Van der Velde

Nous avons tous en nous un centre de quiétude entouré de silence
Dag Hammarskjöld

Visiteurs distingués, Mesdames et Messieurs, chers Amis,

Avant de commencer les discussions de cet après-midi, permettez-moi de faire quelques remarques d'ordre pratique :

1. Les orateurs seront assis à cette table, et si vous ne pouvez pas les entendre assez bien veuillez s'il vous plaît utiliser l'oreillette à votre bureau ou votre chaise. Vous pouvez régler le volume avec le bouton «volume». S'il vous plaît n'utilisez pas le bouton rouge - Ce qui vous donne la parole - sauf quand nous sommes dans le temps de discussion!
2. Nous allons utiliser PowerPoint pour certaines allocutions, donc si vous êtes à l'arrière de la salle, s'il vous plaît essayer de prendre un siège un peu plus à l'avant.
3. Nous allons aussi enregistrer l'événement en vidéo. Ce n'est pas une diffusion en direct mais nous placerons l'enregistrement vidéo sur notre site internet. Si quelqu'un ne souhaite pas être filmé, nous l'invitons à prendre un siège dans le coin désigné qui sera hors du champ des caméras.
4. Veuillez s'il vous plaît ne pas apporter de nourriture ou de boissons dans cette salle. Nous allons faire une pause et des rafraîchissements sont disponibles à la cafétéria, qui est à seulement trois niveaux en dessous.
5. Merci de mettre votre téléphone sur silence.

Le Lucis Trust et sa division Bonne Volonté Mondiale qui organise cet événement sont sur le registre des Nations Unies depuis mai 1989 et dispose du statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social. Sur la période de ces 27 ans, ce forum de Bonne Volonté Mondiale 2016 est le premier événement jamais organisé par la Bonne Volonté Mondiale aux Nations Unies.

C'est un plaisir et un honneur immense que de vous accueillir à cet événement et nous sommes particulièrement heureux que vous vous soyez inscrit en si grand nombre que nous avons dû demander au Bureau de liaison des ONG de disposer d'une salle plus spacieuse que celle allouée à l'origine. Ils ont rapidement identifié la Salle XI, une belle salle, offerte et meublée il y a des années par le gouvernement néerlandais. Le décor et le mobilier de cette salle sont l'œuvre de Julius Maria Luthmann, l'architecte néerlandais responsable du bureau du Secrétaire Général de la Société des Nations. Le travail fut effectué par Mutters, de La Haye aux Pays-Bas, comme indiqué dans l'inscription au lettrage de couleur bronze sur la plaque à côté de la porte principale. Le laiton et le bois de macassar utilisés pour le revêtement et les cadres témoignent de la qualité des matériaux choisis pour créer un ensemble harmonieux. Un excellent environnement pour des discussions fructueuses et inspirantes.

Le thème global de ce séminaire est "*De l'Intellect à l'Intuition*" et cet après-midi nous allons nous concentrer plus particulièrement sur *la responsabilité éthique des objectifs de développement durable ou ODD*. Les ODD sont un thème de discussion important de nos jours, non seulement au sein des Nations Unies, mais aussi - et de plus en plus - dans la société civile dans le monde entier.

Dans le préambule de la Constitution de l'UNESCO, nous pouvons lire en substance: «les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix». En d'autres termes, et en élargissant un peu cette idée, pour qu'il soit possible que les ODD se matérialisent, ceux-ci doivent d'abord être traités dans nos esprits. Bonne Volonté Mondiale, à travers l'énergie de bonne volonté et l'établissement de justes relations

humaines, tente d'apporter sa contribution à ce processus. Et nous espérons que les discussions de cet après-midi y contribueront d'une part aussi infime soit-elle.

Dans la clameur et le bruit du monde d'aujourd'hui, reliés par des réseaux sociaux fonctionnant à la vitesse de la lumière et produisant des discussions politiques d'un type jamais vu auparavant, il pourrait y avoir une qualité ou un sujet d'intérêt à nos discussions d'aujourd'hui – celui-ci est: le silence. Pour que les idées émergent, pour que les formes pensées puissent pénétrer notre esprit, le silence est une condition préalable.

Le Siège des Nations Unies à New York a une salle dite de méditation, dédiée au silence pour sa connotation extérieure et à la quiétude pour sa connotation intérieure. Cette salle silencieuse de New York a été fondée par le deuxième Secrétaire général Dag Hammarskjöld, qui a dit de cette pièce: *«Nous voulons ramener, dans cette salle, le silence que nous avons perdu dans nos rues et dans nos salles de conférence, et le ramener dans un cadre dans lequel aucun bruit ne troublerait notre imagination.»* le Secrétaire général Ban Ki-moon, qui quittera ses fonctions à la fin de cette année, en 2007 il a commencé son premier jour en poste en visitant cette salle de méditation. Ici à Genève une telle salle est pour le moment inexistante, mais dans le cadre du projet de la rénovation des Nations Unies à Genève une demande a été lancée pour inclure aussi une telle salle à ce siège de Genève.

Les sessions annuelles de l'Assemblée générale à New York commencent par le Président invitant les représentants à observer une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation. Le silence n'est donc pas quelque chose d'inhabituel dans les murs de l'Organisation des Nations Unies. Pouvons-nous dès lors vous inviter à observer une minute de silence, pendant laquelle vous pouvez méditer, prier ou tout simplement observer le silence ? Vous pouvez rester assis. Ayons donc une minute de silence.

- - - - -

Merci

Pour conclure cette courte introduction une autre pensée de cet extraordinaire Secrétaire Général, Dag Hammarskjöld, à propos de qui plus sera dit dans la présentation de Marco Toscano-Rivalta :

« Nous ne pouvons mouler le monde comme les maîtres d'une chose matérielle...Mais nous pouvons influencer le développement du monde depuis l'intérieure comme une chose spirituelle. »

- - - - -

Bonne volonté, Responsabilité éthique et les objectifs de développement durable – le défi de ce Siècle.

Mintze Van der Velde

Comme certains d'entre vous le savent ma formation est dans les mathématiques et la physique théorique, donc quand je vous montre la table suivante :

1 x 9 =	9
2 x 9 =	18
3 x 9 =	27
4 x 9 =	36
5 x 9 =	45
6 x 9 =	54
7 x 9 =	63
8 x 9 =	72
9 x 9 =	81
10 x 9 =	90

La plupart d'entre vous diront: "Oh là là, on n'a pas besoin d'un doctorat pour voir que vous avez fait une erreur dans la première ligne ». Et oui, vous avez raison. Mais ce que vous n'avez pas fait c'est de me féliciter pour le fait que j'ai eu 9 des dix lignes justes ! Ceci est typiquement humain. Nous avons l'habitude de voir ce qui ne marche pas au lieu des choses bonnes et qui fonctionnent. Nous faisons cela dans notre société en tant qu'être humain ou dans nos familles, mais souvent nous faisons également cela avec nous-mêmes en tant qu'individus. Souvent, ce ne sont pas les faits qui changent, mais la manière de les regarder, la manière dont nous les interprétons fait toute la différence.

La bonne volonté est une qualité spirituelle des plus élémentaires chez l'être humain et elle est la grande ressource inexploitée au cœur des communautés humaines. Cette énergie est potentiellement une force puissante pour le changement social – mais son pouvoir reste largement méconnu et sous-utilisé. La Bonne Volonté Mondiale promeut la compréhension de cette énergie et du rôle qu'elle joue dans le développement d'une nouvelle humanité.

C'est l'action réfléchie et planifiée des réseaux de bonne volonté qui est la force motrice des réponses aux problèmes de notre âge : de la pauvreté, des relations raciales empoisonnées, des questions de migration et de réfugiés et de la destruction de l'environnement à la spiritualité sentimentale, au désespoir dans l'imagination du futur et aux crises de matérialisme et d'égoïsme. Les personnes de bonne volonté de toutes les cultures, croyances et professions créent, par leurs mots et leurs actions, un monde nouveau où le partage, la coopération et les justes relations s'implantent et s'étendent. La bonne volonté n'a jamais été aussi active dans l'histoire de la planète.

La diversité et la variété des initiatives signifient que les personnes de bonne volonté ne peuvent pas être organisées en un réseau ou mouvement uni. Chaque communauté a ses personnes de bonne volonté. C'est la bienveillance et l'amour, dans leur expression humaine la plus simple, qui conduisent l'élan vers le changement, défiant toutes les habitudes de pensée et d'action séparatives. La reconnaissance de l'abondance des actions de bonne volonté telles qu'elles existent aujourd'hui ainsi que les innombrables mouvements qui s'appuient et se vitalisent d'énergie de bonne volonté modifient notre manière de voir ce qui se déroule dans le monde. Cela est stimulant et nous offre le terrain sur lequel l'espoir et la foi en le futur peuvent grandir. La bonne volonté a vraiment le potentiel de devenir une des notes dominante d'une nouvelle civilisation intégrale.

Pour qu'un jour nouveau et que le bien-être humain qui est notre droit de naissance s'établisse, nous avons besoin d'une perception plus profonde de la réalité sur la base de valeurs spirituelles. Nous avons également besoin d'une nouvelle perception de l'humanité en tant qu'une unité de vie divine au sein d'un univers d'ordre et d'objectif. Il est difficile pour l'homme moderne de concevoir une époque où il n'existait pas de conscience raciale, nationale ou de séparativisme religieux dans la pensée humaine. Il était tout aussi difficile pour l'homme préhistorique de concevoir une époque où la pensée nationaliste existerait et cela est une bonne chose à garder à l'esprit. Le temps où l'humanité sera capable de penser en termes universels est loin devant mais le fait que nous pouvons en discuter, que nous pouvons désirer cela et le planifier est certainement la garantie que cela n'est pas impossible. L'humanité a toujours progressé d'une étape de l'illumination à une autre et d'une gloire à une nouvelle. Nous sommes aujourd'hui en chemin vers une civilisation largement meilleure que ce que le monde a jamais connu ; vers les conditions qui permettront une civilisation d'un niveau de bonheur plus élevé, qui observera la fin des différences nationales et des distinctions de classes (de filiation historique ou financière) et qui garantira une vie plus riche et abondante à chacun.

Pour préparer le terrain aux discussions de cet après-midi, laissez-moi rapidement vous présenter le contexte historique qui explique comment nous en sommes arrivés aux objectifs de développement durable (ODD) et pourquoi ils sont le défi de notre siècle. Cela clarifiera par là même le rôle essentiel de la bonne volonté et de la responsabilité éthique dans le processus pris dans son ensemble.

La question du développement durable, vue à la fois de la perspective socioéconomique et de celle environnementale, a été déclenchée par la croissance extraordinaire de l'espèce humaine (de 5 million de personnes il y a 10 000 ans lorsque l'agriculture a commencé à 7,4 milliards aujourd'hui, et vers 11,2 milliards pour la fin de ce siècle) et la progression simultanée (par plus de 100 fois) de l'utilisation des ressources consommées par chaque personne.

Le premier signe majeur de préoccupation fut révélé par le Rapport du Club de Rome de 1972 ou rapport Meadows : « Les limites de la Croissance »¹. Cela a causé une grande sensation à cause de son message clair : Au sein de ce qui s'apparente à un système fermé il est impossible pour la population, la production alimentaire, l'industrialisation, l'exploitation des ressources naturelles et la pollution de l'environnement de continuer selon une croissance exponentielle sans en venir tôt ou tard à l'effondrement. (Le rapport prévoyait cela pour la seconde moitié de ce siècle). Le rapport concluait que pour éviter ce désastre, un engagement collectif serait nécessaire qui jugulerait la croissance indiscriminée de l'économie et permettrait l'établissement d'un équilibre mondial. Le rapport fut bien reçu par les environnementalistes, mais fut refusé par les politiciens et par le monde des affaires. Quel que cela soit, un rapport similaire de 2011 montre que nous sommes sur les lignes du statu quo. Alors que le rapport désignait certaines limites, il n'offrait pas de mesures à prendre ou de stratégies pour atteindre ces objectifs. Les confirmations supplémentaires des conséquences imminentes de la croissance exponentielle sont disponibles dans l'article « Nature » de 2012 de Elizabeth Hadly et Anthony Barnosky². Cet article confirmait les conclusions fondamentales du rapport Meadows mentionné plus haut et réveilla de nombreux décideurs politiques.

Lors du développement des principes qui limiteraient la croissance indiscriminée le concept du développement durable fut bien défini en 1987 dans le rapport final de la commission sur l'Environnement et le développement des Nations Unies dirigée par Gro Harlem Brundtland nommé « notre futur commun »³. Le rapport affirmait que « l'humanité a la possibilité de rendre le développement durable, c'est-à-dire de s'assurer qu'il réponde au besoin du présent sans toutefois compromettre la possibilité aux générations futures de répondre à leurs besoins. Le concept de développement durable implique des limites, mais celles-ci ne sont pas absolues, parce qu'elles sont imposées sur les ressources économiques par l'état actuel de la technologie et de l'organisation sociale et par les capacités de la biosphère à absorber les effets des activités humaines. La technologie et l'organisation sociale peuvent, toutefois, être dirigées et améliorées pour permettre une ère nouvelle de croissance économique ».

Dans un briefing à l'attention des ONG au Palais des Nations de Genève le Conseiller Spécial du Secrétaire Général, Dr. David Nabarro, a mis en exergue que la mise en application de cet agenda concerne tout le monde : les gouvernements, les entreprises, le monde académique, mais aussi vous et moi. Nous parlons ici de « *citoyenneté mondiale* » ainsi que de « *responsabilité mondiale* » et notez s'il vous plaît qu'il n'y a pas de plan B. Les ODD ne sont pas un ensemble creux de propositions pour garder occupé un club de diplomates. Dr. Nabarro a aussi concédé que les aspects éthiques de chacun des 17 ODD doivent être pris en compte.

D'un certain point de vue nous discutons de formes pensées, et d'invocation et d'évocation –dans la pratique : un des premiers objectifs des NU est que 2 milliards de personnes connaissent les ODD (d'où les logos). Vous trouverez dans votre documentation pour ce séminaire (disponible à l'entrée de la salle) des cartes postales avec les 17 logos des Objectifs de Développement Durable.

Lorsque nous discutons de savoir si le changement économique est possible sans qu'il en vienne à s'effondrer le rapport récent du Club de Rome⁴ indique : « Donc la société doit obtenir du temps. Elle peut faire cela en avançant vers une économie circulaire et en transformant graduellement le système économique, en restructurant la finance et le commerce, en faisant le pas vers les énergies renouvelables, en réformant la production alimentaire et en redéfinissant la nature du travail, pour générer des emplois et pour garantir l'existence. La technologie et la compréhension nécessaire à ces changements existent déjà. C'est une question de volonté sociale et politique ». Ceci intègre aspect de volonté, une étape plus loin que simplement la *bonne volonté*.

Nous savons tous combien il est difficile de changer les choses sur la terre. L'on nous dit que « *Les plans que font les humains aujourd'hui sont l'un des premiers signes de l'apparition de l'aspect Volonté* »⁵. Cette volonté n'est pas dans les mains de l'individu isolé : Lorsque une ou deux personnes ont une bonne idée, le défi est de transférer cette idée à la masse des personnes. Deux approches travaillent en même temps, certaines fois dans la compétition et certaines fois dans la coopération :

L'une est l'approche ascendante et celle-ci est mise en lumière par exemple dans le film « *demain* »⁶, qui est aussi publié sous forme de livre. De très nombreuses initiatives existent de l'agriculture locale en passant par les systèmes monétaires alternatifs, les politiques énergétiques, l'éducation et les initiatives pour rendre fonctionnelle la démocratie, etc. – dans tous ces 17 objectifs de l'agenda 2030 (i.e. les ODD) cette approche ascendante est déjà en application aujourd'hui.

Nous pouvons être découragés et submergés par des pensées du type : « Cela n'arrivera jamais... », « oui, mais vous savez, les groupes de pression... », « C'est aux politiciens de faire quelque chose... », « cela est trop petit pour fonctionner réellement... », « que voudriez-vous que nous fassions ?... », « quoi qu'il en soit cela ne changera rien ... ». Mais de cette manière, personne n'a jamais rien changé dans ce monde. Alors que toujours davantage de personnes prennent conscience des véritables défis de ce siècle, toujours davantage de personnes s'ouvriront à l'énergie de bonne volonté et à l'activité de justes relations humaines – qui sont les clés pour trouver de justes solutions. Un petit projet ne fait peut-être pas une grande différence, mais lorsque de nombreux et très nombreux petits projets émergent, quelqu'en soit leur localisations cela fait une réelle différence.

L'autre approche est celle descendante. C'est là que les Nations Unies jouent un rôle crucial. Les Nations Unies sont un des rares lieux où les gouvernements et la société civile (par exemple à travers les nombreuses organisations non-gouvernementales) se rencontrent, discutent et s'efforcent de construire un monde meilleur. Personne ni aucune organisation n'est parfaite et l'organisation des Nations Unies n'est pas parfaite.

Souvenez-vous de la table de multiplication avec laquelle j'ai commencé, il est facile de critiquer. Pourtant, les Nations Unies sont à la racine de la Déclaration Universelle des Droits Humains et de nombreuses résolutions et accords subséquents, ratifiés et ainsi acceptés par la plupart des pays dans le monde.

Et il est utile de garder à l'esprit la Charte des Nations Unies. Dans sa référence à « *Nous, peuples des Nations Unies* » la charte se réfère à la bonne volonté qui est inhérente dans tous les peuples de la planète. Un des résultats les plus récents de l'approche descendante est l'accord de Paris COP21 ou Conférence de Nations Unies sur le changement climatique qui a été conclu puis ratifié par de nombreux pays en un temps record. Les gouvernements sont sensibles l'urgence des questions mise en lumière dans les ODD.

Le mot éthique a ses racines dans le mot Grec *ethos* et signifie l'étude de la philosophie morale. Ce champ s'intéresse à des questions telles : « qu'est-ce qui est considéré bon ou mauvais ? » ou encore « Quelle est la différence entre le juste et le faux ? » Lorsque nous regardons ce sujet du point de vue de *l'intellect*, des volumes entiers ont été écrits à ce sujet. Toutefois, lorsque que nous l'élevons de l'intellect à l'intuition, ne savons-nous pas tous de quoi il s'agit ?

Lire les ODD dans les détails semble être un exercice intellectuel. Toutefois, comme Dr. Nabarro a confirmé, les aspects éthiques des ODD sont aussi importants et cela ouvre une signification plus profonde à ce concept. C'est cette signification que nous allons explorer ensemble cet après-midi lors des différentes allocutions.

Le changement commence toujours en tant qu'idée. C'est à ce niveau, celui du monde des idées, qu'à la fois l'éthique et la bonne volonté jouent un rôle crucial. Par l'approche descendante les gouvernements et les administrations devront faire face à la pression des groupes d'intérêts qui essayeront d'aiguiller les décisions dans une direction qui ne sera pas forcément d'un intérêt commun. Il s'agira pour les personnes impliquées d'écouter leurs cœurs plus que leurs têtes. Ainsi le changement mondial peut émerger. Lors de l'approche ascendante, toute personne écoutant son cœur ne pourra s'empêcher de s'impliquer et d'être acteur du changement à l'échelle locale et dans son

environnement immédiat (si non d'abord en lui-même). Lorsqu'à la fois l'approche ascendante et l'approche descendante travaillent ensemble au lieu d'être en conflit, les ODD ne sont plus de la fiction, mais seront un constituant réel non seulement de notre vie mais aussi de celles des générations à venir. Si nous allons au delà de nos limitations et de nos différences et que nous définissions la spiritualité comme « tout ce qui amène l'humanité un pas en avant » alors l'ensemble de la discussion devient de nature spirituelle profonde.

Marco Toscano-Rivalta adressera le rôle de l'éthique dans la coopération internationale, comme exemplifié par Dag Hammarskjöld, Secrétaire-Général de l'ONU de 1953 à sa mort en 1961. Vita de Waal regardera plus précisément la relation entre les ODD et les valeurs humaines. Patrice Brasseur éclairera ce sujet de l'angle de la conscience et explorera comment les différents niveaux de consciences en l'humanité et en la personne peuvent nous aider à comprendre ce qui se passe dans le monde d'aujourd'hui. Une approche similaire sera développée, mais dans un contexte plus Onusien, par Judith Hegedus. Nous avons volontairement peu parlé d'éducation, thème central voir crucial des ODD – parce que nous en occuperons demain dans la seconde moitié de ce séminaire.

1. *The Limits to Growth*, 1972, Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers William W. Behrens III, Universe Books, ISBN 0-87663-165-0.
2. *Approaching a State Shift in Earth's Biosphere*, Nature 486, June 2012, p52-58, E. Hadly, A. Barnosky.
3. *Our Common Future*, 1978, Gro Harlem Brundtland, <http://www.un-documents.net/our-common-future.pdf>.
4. *Is Systemic Economic Change Possible without Collapse?*
<http://www.clubofrome.org/project/systemic-economic-change-without-collapse/>
5. *L'Etat de Disciple dans le Nouvel Age*, 1955, Alice A. Bailey, Lucis Press, NY.
6. *Demain – Un Nouveau Monde en Marche*, 2105, Cyril Dion, Actes Sud, ISBN 978-2-330-05585-1. See also: <http://www.demain-lefilm.com>.

* * *



Dag Hammarskjöld – L'éthique en coopération internationale

Marco Toscano-Rivalta¹

1. Objectif

Chers conférenciers, chers amis et collègues,

C'est un grand plaisir d'être ici au Palais des Nations pour partager avec vous certaines réflexions sur Dag Hammarskjöld et sa contribution à l'éthique dans :

- La coopération internationale
- Le rôle des Nations Unies et,
- Le service civil international.

C'est selon moi une coïncidence intéressante pour plusieurs raisons :

- Nous avons un nouveau Secrétaire Général, Monsieur Antonio Guterres,
- La première décennie de l'ONU sur le développement, lancé le 25 septembre 1961 et le précurseur de l'Agenda 2030 sur le Développement Durable et ses Objectifs, est lié à son héritage;
- Les délibérations à venir par l'Assemblée Générale concernant la question de l'investigation sur la mort de Dag Hammarskjöld et de ses collègues ;
- La revitalisation de la journée du personnel de l'ONU, initiée par Dag Hammarskjöld en 1953, qui était célébrée cette semaine le 25 octobre, juste après le 24 qui est le jour de l'ONU.

2. Dag Hammarskjöld et l'ONU dans son contexte

Dag Hammarskjöld fut élu second Secrétaire Général des Nations Unies en 1953. Dans la nuit du 17 au 18 septembre 1961, durant ses efforts pour sécuriser un cessez-le-feu dans la crise au Congo, il périt avec 15 autres dans l'exercice de ses fonctions dans un accident d'avion près de la frontière entre l'actuelle République Démocratique du Congo et la Zambie. Un accident qui laissa plusieurs questions en suspens, et effectivement l'année passée l'Assemblée Générale reconnu qu'une « enquête plus approfondie serait nécessaire pour établir finalement les faits de l'affaire. »

Sous la direction de Hammarskjöld entre 1953 et 1961, les membres de l'ONU ont augmenté de 60 à 110 états à la suite de la décolonisation. Des développements significatifs dans son fonctionnement ont pris place, incluant l'établissement du système des représentations permanentes à l'ONU des Etats-Membres, la consolidation des fonctions politiques du Secrétaire Général et du service civil international, la création des opérations de maintien de la paix et des Emissaires du Secrétaire Général, ainsi que le développement de programmes de coopération technique pour les pays.

Ces changements furent possibles grâce à l'étroite coopération que Hammarskjöld inspirait et conduisait parmi certains de ses collègues visionnaires au sein de l'ONU, et en dehors dans les gouvernements, le monde académique, les institutions scientifiques et les organisations de la société civile aussi bien que dans les arts.

¹ Marco Toscan-Rivalta est un membre du personnel des Nations Unies. Les propos présentés dans ce document ou délivré par oral sont personnels et ne reflètent pas forcément la position officielle des Nations Unies.

A peine un mois avant sa mort, dans son dernier Rapport Annuel sur le Travail de l'Organisation, il demanda aux pays de faire un choix sur la direction vers laquelle l'ONU devait aller, sur le rôle du Secrétaire-Général de l'ONU et sur les pouvoirs politiques qui lui sont accordés par la Charte ; soit comme une pure machine à conférences diplomatiques ou comme un instrument exécutif pour la paix et de développement. Un choix qui aurait une signification dans la relation entre l'organisation et ses Membres et entre les Membres.

La pratique subséquente semble pointer le fait que le choix fut réalisé en faveur d'un instrument exécutif, et d'une pleine reconnaissance des pouvoirs politiques de la fonction de Secrétaire-Général.

3. L'évolution de la gouvernance des Nations Unies

Depuis l'époque d'Hammar skjöld, le monde a traversé d'énormes changements en terme social, économique, culturel, politique et scientifique. Ceux-ci incluent l'augmentation d'organisations publiques et privées, lucratives et non-lucratives, compétentes, engagées, et actives dans tous les champs de la coopération internationale, et s'attendant légitimement à jouer pleinement leur rôle pour l'amélioration de l'humanité et des conditions de vie sur Terre, en coopération avec les Nations Unies.

Comme conséquence, les Etats-Membres se retrouvent de manière croissante dans la position difficile de ne plus être « propriétaires » des Nations Unies, mais plutôt « administrateurs » pour le compte des « personnes des Nations Unies » dans l'atteinte des objectifs, et la mise en pratique des Principes, inscrits dans la Charte de l'ONU.

On attend des Etats-Membres de s'assurer que les décisions et les actions prises par l'ONU reflètent la meilleure connaissance et les intérêts partagés, élargissent le terrain d'entente, constituent un pragmatisme visionnaire et puissant, soient justes et respectent la loi, et que tous ceux qui peuvent contribuer à la formulation et l'application soient capable de le faire – en d'autres mots, des décisions qui stimulent une coopération déterminée parmi toutes les parties prenantes et qui tirent avantage de leur potentiel.

Selon les problèmes en jeu, de telles parties prenantes changent et, en utilisant une terminologie d'ingénierie mécanique, nous devons aujourd'hui parler de coopération internationale à « géométrie variable. »

Cela pose des défis importants à la prise de décision des Nations Unies, qui voient de plus en plus la participation d'autres acteurs dans les discussions et délibérations sur les propositions, tandis que la décision finale et formelle revient aux Etats-Membres.

De telles procédures sont plus complexes, parfois frustrantes, car un sentiment de dilution des vraies questions, une perte de l'objectif et une perte de temps contraste en dehors, des besoins mondiaux grandissant de plus en plus vite. Toutefois, ces processus peuvent être puissants et visionnaires. La pensée des participants se forme petit à petit et, avec le temps, ils vont au-delà du compromis et ils tracent un nouveau paysage, un nouveau terrain d'entente et un nouvel objectif partagé.

Un exemple très positif est celui du Système établi à Sendai (Japon) pour la Réduction des Risques de Catastrophe, adopté en 2015, qui, tout en reconnaissant la responsabilité première des états pour gérer le risque de catastrophe, affirme que cette responsabilité est « partagée » entre les autres acteurs, comme le monde des affaires et la société civile. C'est une reconnaissance politique des espaces et des rôles que les autres acteurs peuvent jouer, et par conséquent de leur responsabilité à intervenir et à jouer leur rôle dans le travail un. Cela va créer beaucoup d'opportunités et aura d'importantes implications en termes de responsabilité.

4. Le Cœur des Nations Unies

Les Nations Unies ont été conçues pour être un agent de changement, doté de l'agence nécessaire. Non pas la cause du changement, laquelle demeure dans la conscience croissante de l'humanité. Les Nations Unies sont plutôt « un point focal d'efforts pour guider le développement difficile et délicat et que ce progrès puisse être atteint paisiblement et devienne un moyen de renforcer la paix. »

Être un agent de changement implique d'être un modèle de changement, et cela nécessite d'être reflété dans un ajustement continu de la façon dont l'Organisation est utilisée, incluant ses méthodes de travail. C'est un point fondamental, qui loin d'être purement académique, a vraiment des implications pratiques.

Hammarhjöld a investi beaucoup de temps à articuler, à expliquer, et à mettre en pratique le potentiel des préceptes que contient la Charte de l'ONU sur le rôle des Nations Unies et le Secrétariat, et à savoir comment les règles existantes offraient une base solide et pouvaient être interprétées pour adresser les nouvelles questions qui émergent sans cesse et servir les besoins des personnes.

Une question légitime est de savoir si lui et ses collègues ont, en leurs temps, tout découvert sous la Charte ou y-a-t-il autre chose à poursuivre. Même aujourd'hui Hammarhjöld peut nous aider.

Ses efforts infatigables à interpréter et à mettre en pratique les Articles concernant le rôle du Secrétariat, incluant le Secrétaire-Général et son pouvoir politique, nous indique une autre clause-clé de la Charte de l'ONU qui est restée un peu dans l'ombre jusqu'à aujourd'hui : et c'est le paragraphe 4 de l'Article 1.

L'Article 1 concerne les Nations Unies. On entre vraiment dans le Cœur de la Charte de l'ONU, dans la vision derrière l'établissement des Nations Unies.

Laissez- moi vous la lire :

1.1 Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix;

1.2 Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;

1.3 Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion;

Et l'Article 1.4 sur lequel je veux attirer votre attention :

1.4 Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes. »

A première vue, son contenu paraît plutôt évident. Durant les travaux préparatoires de la Conférence de San Francisco, il apparut que cet article était sujet à très peu de discussions et d'amendements. Il fut adopté pratiquement comme il avait été proposé. De plus, la plupart des commentaires sur la Charte de l'ONU consacrent très peu d'espace à ce paragraphe.

Un tel manque d'attention attira mon regard.

Selon moi, c'est la clause la plus mystérieuse et la plus fondamentale de la Charte. Elle contient une puissante subtilité. C'est la seule clause qui parle d' « être » plutôt que de « faire », et définit ce que

sont les Nations Unies, sa nature. Toutes les autres parlent de ce que les Nations Unies doivent faire et comment le faire.

Mais essayer de comprendre ce qu'est telle chose, sa nature, ne contribue pas à mieux comprendre comment elle fonctionne, comment l'utiliser, comment libérer son potentiel dans sa mesure maximale ?

Laissez-moi vous en dire un peu plus :

L'Article 1.4 de la Charte semble nous dire que, jusqu'à ce que et à moins que, un centre d'harmonisation des actions des nations ne soit créé, il n'est pas possible de s'occuper effectivement des défis identifiés dans les trois paragraphes précédents du même article, notamment la garantie de la paix et de la sécurité, le respect des droits de l'homme, l'égalité des sexes, les relations amicales parmi les états et les populations, et l'atteinte d'une coopération internationale pour résoudre les problèmes internationaux de caractère économique, social, culturel, ou humanitaire.

L'Article 1.4 semble indiquer une « condition sine qua non », une condition nécessaire pour atteindre les résultats souhaités.

Par conséquent, l'entretien d'un tel centre semble être une priorité fondamentale qui exige une pleine attention et nécessite les meilleures qualités et compétences de tous êtres humains, qui composent le personnel des Nations Unies et qui tendent à favoriser la coopération internationale et à servir l'humanité.

L'Article 1.4 semble fournir une clé intéressante pour imaginer plus loin et concrétiser le travail et le fonctionnement des Nations Unies, ses organes principaux, ainsi que le Secrétariat et son chef, le Secrétaire-Général, et donc de réaliser de nouvelles formes de coopération internationale.

Des études psychologiques indiquent que la volonté est essentielle afin d'harmoniser nos parties internes et forces. Il est aussi suggéré que pour une personne pleinement développée la volonté est non seulement forte, mais aussi sage et aimante et va au-delà des intérêts de la personne elle-même.

Raisonnant par analogie, l'Organisation des Nations Unies à travers l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social, est un mécanisme de levier, pour catalyser et manifester la volonté qui en soi agit comme un «harmonisateur» des actions que les nations devraient prendre dans la réalisation du bien commun. L'Organisation des Nations Unies est un catalyseur de la volonté de bien. En conséquence, il est important d'étudier avec attention comment elle fonctionne, y compris à travers les groupes, et à cette fin il y a un livre très intéressant par Roberto Assagioli appelé "L'Acte de Volonté».

En particulier, une lecture conjointe des articles sur le Secrétariat (97-101) et l'Article 1.4 suggère que le Secrétariat, et surtout le Secrétaire-Général, est un instrument de cette « harmonisation » des actions qui sont menées par d'autres. Et les actions ne sont pas seulement celles des Gouvernements, mais aussi celles des « nations », c'est-à-dire les peuples et organisations vivant et opérant dans tous les Etats en soutien à la paix, la sécurité, l'économie, le développement social, l'aide humanitaire, les droits de l'homme, et les justes relations.

Il est crucial de réfléchir et de comprendre ce qu'est ce centre d'harmonisation des actions et ses caractéristiques ; ce qu'il implique et nécessite ; comment il est supposé travailler ; et comment les diverses parties prenantes, comme les représentants d'états, les ONGs et les entreprises sont supposées faire : et comment ceci conditionne et définit le travail du personnel civil de l'ONU.

En d'autres mots : Est-ce que les individus qui s'engagent à divers degrés et contribuent au travail des Nations Unies sont attachés à faire quelque chose de spécifique à la lumière de ce que dit l'Article 1.4 ? Quand on contribue au travail de quelque chose qui est supposé harmoniser les actions des nations pour le bien commun, doit-elle ou doit-il faire quelque chose en particulier, ou d'une façon

particulière ? Comment doit-elle ou doit-il appréhender le travail ? Comment doit-elle ou doit-il se préparer, y compris sur le plan personnel ? Quelle est l'attitude personnelle ?

Faire partie de tels processus ne requière pas seulement la meilleure compétence professionnelle, mais pose aussi une exigence critique sur l'individu en tant que personne, en termes d'ouverture d'esprit, de maîtrise de soi sur ses préjugés et biais.

Il me semble que ce centre, bien qu'il puisse être représenté physiquement par l'Assemblée Générale des Nations Unies, ses conseils, ses corps subsidiaires et ses bureaux, n'est définitivement pas limité à cela. Il doit aller au-delà d'un local et d'une série de procédures pour les consultations et les négociations politiques. C'est un lieu psychique.

Et ce n'est probablement pas par coïncidence que Hammar skjöld voulait une salle de méditation au siège central de New York.

5. L'Ethique du Service Civil International de Dag Hammar skjöld

Quel est le rôle des fonctionnaires de l'ONU dans ce scénario? Leur contribution à « l'acte de volonté » des Nations Unies et du processus harmonisation?

Dag Hammar skjöld Tout au long de ses 8 années d'exercice a constamment articulé et démontré les potentiels de la nature exécutive des Nations Unies, y compris les fonctions du Secrétaire général.

Son travail alla loin, mais il c'est clairement une œuvre inachevée. Il reste du travail pour déployer le potentiel de la fonction Secrétaire-Général travaillant pour la coopération internationale.

Hammar skjöld savait que les fonctionnaires de l'ONU contribuent à la réussite de la coopération internationale et de ses résultats. Il a affirmé la «Le rôle essentiel de la fonction publique internationale pour monde irrévocablement interdépendant».

Cependant, l'on doit avoir confiance dans les fonctionnaires des Nations Unies pour pouvoir les mandater de cette responsabilité. C'est pour cette raison que Hammar skjöld a travaillé dur pour articuler et démontrer l'indépendance et la neutralité du Secrétaire-général et du Secrétariat, et leurs «responsabilités internationales», par opposition aux responsabilités «intergouvernementales». Un corollaire est que les fonctionnaires des Nations Unies servent, et sont responsables, non pas seulement les États membres, mais aux autres parties prenantes.

À certains égards, Hammar skjöld a non seulement aidé à définir et à démontrer dans la pratique le potentiel et les fonctions du Secrétaire général, non seulement le potentiel et les fonctions de l'Organisation des Nations Unies, ainsi, mais le potentiel et les fonctions de la coopération internationale.

C'était une révolution calme, ou, mieux, une évolution, que lui et ses collègues ont fait progresser avec vision, détermination et persévérance.

Pour mieux comprendre Dag Hammar skjöld et son rôle en tant que Secrétaire général, il est très utile de lire son journal personnel et spirituel, "Jalons", et ses discours publics, y compris lors des réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité.

Pour moi, cela m'a ouvert les yeux. La personne morale de "Jalons" a fusionné avec la fonction politique de Secrétaire-Général, instrument de l'"harmonisation" évoquée par l'article 1.4 de la Charte des Nations Unies. Éthique et fonction publique internationale ne sont devenues à mes yeux qu'une seule chose: vie éthique.

Un exemple très concret que je pourrais essayer d'imiter dans mon travail.

Il y a trois passages qui pour moi sont une sorte de résumé de son orientation:

Le fonctionnaire public est là pour aider, pour ainsi dire de l'intérieur, ceux qui prennent les décisions qui définissent l'histoire. Il devrait - comme je le vois - écouter, analyser et apprendre à bien comprendre les forces à l'œuvre et les intérêts en jeu, pour qu'il soit en mesure de donner les bons conseils lorsque la situation l'exige. Ne pensez pas qu'il a une participation passive dans le développement. C'est une participation des plus active. Mais il est actif en tant d'instrument, un catalyseur, peut-être un inspirateur - il sert.

...Les qualités dont il a besoin sont juste celles dont je pense nous avons tous besoin aujourd'hui: la persévérance et de la patience, une prise ferme sur les réalités, une planification minutieuse, mais imaginative, une prise de conscience claire des dangers, mais aussi du fait que notre sort est ce que nous en faisons et le plus sûr grimpeur est celui qui ne doute jamais de sa capacité à surmonter toutes les difficultés.

De plus,

Le poids que nous portons ... est basé uniquement sur la confiance dans notre impartialité, notre expérience et notre connaissance, notre maturité de jugement.

En encore, au sujet de la neutralité et de la conscience de soi,

Le fonctionnaire international doit se garder lui-même sous l'observation la plus stricte. Il ne lui est pas demandé d'être un neutre dans le sens où il n'aurait aucune sympathie ou antipathies, ou qu'il ne devrait exister aucun intérêts qui lui seraient proches à titre personnel ou qu'il ne devrait pas avoir d'idées ou d'idéaux qui comptent pour lui. Cependant, il lui est demandé d'être pleinement conscient de ces réactions humaines et de vérifier méticuleusement qu'elles ne soient pas autorisées à influencer ses actions. Cela n'est pas unique. Les juges n'ont-ils pas la même obligation ?

Si le fonctionnaire international se sait être libre de telles influences personnelles dans ses actions et s'il est guidé uniquement par les objectifs et les règles communes établies pour et par l'organisation qu'il sert et par des principes juridiques reconnus, alors il a fait son devoir, et il peut faire face à la critique qui, sera tout de même inévitable. ... Et si l'intégrité dans le sens du respect de la loi et du respect de la vérité devrait le conduire dans des positions de conflit avec tel ou tel intérêt, alors ce conflit est un signe de sa neutralité et non de son non-respect de la neutralité - il est alors en ligne, et pas en conflit, avec ses fonctions de fonctionnaire international.

6. Evolution de la coopération Internationale

Porté par cette éthique, Hammarskjöld a plongé dans les relations intergouvernementales et a activement travaillé pour les transformer de la coexistence à la coopération internationale, conformément à la vision et aux préceptes de la Charte des Nations Unies.

Je tiens à souligner ceci: un changement de «relations intergouvernementales» et «coexistence» à la «coopération internationale» qui pourrait être décrit comme des «relations au service d'un plan planétaire inspiré par un but commun ». Ce n'est pas une petite chose. Cela n'est pas quelque chose qui peut être tenu pour acquis.

En 1945, c'était la première fois, au moins dans l'histoire connue, que l'humanité a fait, par l'intermédiaire de certains serviteurs visionnaires et pragmatiques, un tel engagement à l'échelle planétaire: un engagement à la coopération internationale pour le développement.

Qu'est-ce que cela ? Et qu'est ce que cela implique ? Ce n'est pas une chose clairement définie mais c'est un travail toujours en cours. Il est très important de garder à l'esprit que les Nations Unies est une expérience. Cela nous aide à garder allumée la flamme de l'enthousiasme et de la recherche de nouvelles opportunités et du potentiel qui peut être invisible pour le moment.

Nous sommes en transition vers un « système constitutionnel de coopération internationale ». Le mot «constitutionnel» ne devrait pas effrayer les gens ou induire un sentiment de rigidité. En effet, «le système institutionnel» incorporés dans la Charte a déjà démontré la capacité d'innover, de façon similaire à l'adaptation organique aux besoins et aux expériences. Il faut entendre «constitutionnelle» comme établit sur la règle du droit dans son sens le plus large.

En effet, en suivant la direction de la Charte des Nations Unies, le développement et la codification du droit international a considérablement contribué à définir les paramètres des comportements qui pourraient faciliter une approche coopérative. Le devoir de coopérer est un principe bien établi du droit international. Le droit international des droits de l'homme a défini des normes pour les justes relations humaines. Le droit international de l'environnement et sur la réduction des risques de catastrophe guident les humains vers une meilleure relation avec la Terre Mère et ses autres royaumes.

Avec le développement du droit international, des programmes de coopération technique ont été développés, des plans d'actions et des initiatives entrepris dans le but de transformer les mots en un changement pour le mieux.

La vitesse et l'homogénéité de cette transition vers un « système constitutionnel de coopération internationale » ne dépend pas de la Charte, plutôt de la conscience de l'homme et de la capacité de comprendre pleinement, d'embrasser et d'incarner ces dimensions plus vastes, qui vont au-delà de l'individu, du groupe, des intérêts nationaux et même régionaux. C'est tout un exercice de gymnastique de la conscience!

Grâce à la coopération, le «bien commun» acquiert continuellement un nouveau contenu et une nouvelle signification, et les ODD ne sont que le dernier exemple. Et le nouveau bien commun exige à son tour le développement continu des formes de coopération. Un cercle vertueux!

La coopération pour le bien commun de l'humanité requiert l'engagement sans compromis et le meilleur que chaque pays peut exprimer et offrir - un «nouveau nationalisme» comme Hammarskjöld l'a appelé.

Des principes comme «l'intérêt national», «compétence nationale» et «autodétermination» ont besoin d'une nouvelle connotation et interprétation. Ces principes ne peuvent plus être utilisés à mauvais escient pour justifier et perpétuer des comportements et des échappées égoïstes des cadres de travail convenus. Ils sont fondamentaux pour permettre la croissance du potentiel que chaque nation peut et doit contribuer aux efforts collectifs vers les réalisations des fins communes exprimées dans la Charte des Nations Unies. Ils devraient être invoquées et respectés avec ce sens et cette intention seulement, car ils jouent un rôle déterminant à une coopération mondiale toujours meilleure.

De plus, la dimension éthique de la coopération internationale est de plus en plus évident – la formule des ODD «ne laisser personne derrière» est une expression intéressante.

Quelque chose de particulièrement important est arrivée l'année dernière. Quatre accords majeurs, qui sont largement cohérents dans leur somme totale, ont été atteints: le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, l'Agenda 2030 sur le développement durable et ses objectifs de

développement durable, et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Il est possible de faire valoir que ces accords sont hiérarchiquement structurés, avec l'Agenda 2030 et les ODD à l'apex.

À mon avis, c'est une étape importante: à moins que je me trompe, c'est la première fois que nous avons un tel plan holistique et de portée planétaire. Bien sûr, nous pourrions en discuter pendant des heures pour savoir si les mesures sont suffisantes, et il est important de le faire afin d'introduire des ajustements dans le cours de l'action qui suivra. Mais ce sur quoi je voudrais mettre l'accent est le fait que nous avons été en mesure de d'amener un plan planétaire, un plan d'intérêt commun avec une échelle planétaire.

Il n'a jamais eu lieu dans l'histoire humaine. Il est une grande chose. Je pense que cela a ouvert une nouvelle page dans la coopération internationale.

Les Nations Unies ont joué un rôle déterminant auprès des pays pour obtenir ce résultat. Et ils resteront déterminants dans l'harmonisation des actions des nations et dans leurs mises en œuvre.

Cela est certainement une opportunité incroyable pour la réalisation de laquelle nous devons tous contribuer.

7. Conclusions

Suivant l'exemple de Hammarskjöld, il est important que le personnel de l'ONU, les délégués, la société civile, les entreprises et autres qui participent de quelque manière à l'avancé de la coopération internationale et à l'«harmonisation [des] actions des nations dans la réalisation des fins communes» qu'ils reflètent dans le service international qui doit être rendu, le rôle de l'Organisation des Nations Unies à la lumière des principes de la Charte des Nations Unies, y compris l'art. 1.4, et surtout de la façon de s'y préparer personnellement et professionnellement.

Cela est un investissement essentiel.

Et je conclus avec les paroles de Hammarskjöld: *«Peut-être une future génération, qui connaît le résultat des efforts actuels, se penchera sur eux avec une certaine ironie. Ils verront nos maladresses et ils trouveront qu'il est difficile de comprendre pourquoi nous ne vîmes pas la direction plus claire et travaillâmes de manière plus cohérente pour atteindre l'objectif qu'elle indiquait. Il en sera toujours ainsi, mais espérons qu'ils ne trouveront pas de raison de nous critiquer pour avoir manqué de cette combinaison de cette fermeté vers l'objectif et de cette flexibilité dans son approche, qui seules garantissent que les possibilités que nous explorons seront testées au maximum. Travailler à la limite du développement de la société humaine c'est travailler à la limite de l'inconnu. Une grande partie de ce qui se fait sera un jour prouvé d'avoir été de peu d'utilité. Ce n'est pas une excuse pour l'échec d'agir en accord avec notre meilleure compréhension, en reconnaissance de ses limites, mais avec la foi dans le résultat final de l'évolution créative dans laquelle il est notre privilège de coopérer ».*

Merci.

* * *

L'ONU, ODD les valeurs humaines et le processus évolutif

Vita de Waal

Chers amis et collègues, Chers voyageurs sur le chemin,

Nous avons juste eu deux présentations très inspirantes et je ne vais pas essayer d'être à la hauteur de l'excellence de nos orateurs précédents. Cependant, avant de Commencer, je tiens à remercier Lucis Trust et la Bonne Volonté Mondiale pour l'organisation de cet événement aux Nations Unies ; et pour m'avoir invité à partager quelques idées avec vous. Je me réjouis de vous emmener dans un bref voyage à travers certains terrains des Nations Unies et d'essayer de reconnaître ce qui se dévoile par son travail, quelles valeurs en émergent.

The United Nations

Mon allocution portera surtout sur le travail de l'Organisation des Nations Unies et de chercher à voir si nous pouvons y déceler des valeurs qui sont apportées à notre conscience collective. Je suis sûre que la plupart d'entre vous connaissent la première ligne de la Charte des Nations Unies « Nous les peuples des Nations Unies résolus... » Eh bien, malheureusement, cette ligne n'est pas encore une réalité car actuellement elle est toujours : « Nous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies résolus ... » Mais peut-on vraiment blâmer les nations? Les nations ne sont-elles pas l'expression de la population qu'elles représentent, ne sont-elles pas un reflet de leur évolution collective nationale?

D. K. nous informe que ... *les forces de reconstruction, mis en mouvement en 1945 sont liés à l'aspect Volonté de la divinité et sont canalisées dans l'Assemblée générale.* La Charte des Nations Unies agit comme un modèle pour l'humanité sur lequel les 193 nations travaillent, ainsi l'ONU soutient un projet collectif pour l'humanité.

Malheureusement, les États membres travaillant sur un tel plan sont loin d'être *unis* et en accord avec les objectifs communs; ils ont une multitude d'agendas politiques, certains reflétant une nouvelle réflexion audacieuse tandis que d'autres sont retranchés dans des positions dépassées. Le grand défi consiste à trouver un terrain d'entente entre les nombreuses parties prenantes, à mettre le bien de l'ensemble avant les petits intérêts des Etats membres et à trouver des solutions qui profiteront à tous. La réalité de nations *unies* est encore un objectif distant, les nations cherchant elles-mêmes à se libérer des intérêts égoïstes afin qu'elles puissent rejoindre la *famille* des nations et contribuer à forger un nouveau destin commun pour toute l'humanité.

Si nous devons examiner les Nations Unies comme une réflexion, même très incomplète, d'un plan divin, serions-nous en mesure de comprendre où nous en tant qu'humanité nous dirigeons aujourd'hui? Essayons de le faire.

Correspondances

Dieu/Plan	Révélation	Externalisation
Un	Duel	Divers
Père	Mère	Fils
Maître	Disciple	Ashram
Buddha	Enseignement	Sangha
Mental	Voix	Corps
Couronne	Gorge	Cœur
Hum - Bleu	Ah - Rouge	Om - Blanc
Volonté	Amour	Activité illuminée
Assemblée Générale NU	Mission fondamentale de Paix – Conseil de Sécurité	ECOSOC
Hiérarchie	Ashrams	Disciple
NU	Etats membres	Gouvernements

J'ai ici un tableau des correspondances utilisant différentes valeurs et je ne doute pas que nous puissions en proposer beaucoup d'autres.

Vous pouvez voir que parfois la position d'une valeur change en fonction du point de vue par lequel elle est regardée. Ceux qui sont familiers avec les hologrammes ne trouveront pas ce concept étrange. Lorsque vous avez un moment et l'envie de griffonner, peut-être aurez vous l'intérêt de créer vos propres correspondances et de les mettre en relation avec votre vie quotidienne.

The UN General Assembly

Dans cette table de correspondance, vous pouvez voir que j'ai positionné l'Assemblée générale (de 193 nations) où les décisions sont prises et scellées, dans la même colonne que la Hiérarchie des Maîtres, les Sages du chemin de la Volonté (divinement inspiré). L'Assemblée Générale assure la supervision et incarne la volonté des nations, de l'autorité pour le travail qui doit être entrepris.

Alors que la volonté de servir est présente, les circonstances extérieures, tel que le positionnement politique, et les luttes de pouvoir vont entraver le travail de l'extériorisation de l'objectif initial pour lesquels les Nations Unies ont été créés. Les petites volontés des nations et des peuples ne sont pas encore alignées avec le dessein divin qui pour le moment est un objectif distant.

En 2009 l'AG a décidé de créer un groupe de travail ad hoc sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée Générale (AHWG) pour que l'AG puisse devenir un véritable et universel «parlement des nations».

The UN Security Council

L'Organisation des Nations Unies a vu le jour en 1945 avec une mission centrale: *le maintien de la paix et de la sécurité internationale*, pour faire du monde un endroit plus sûr pour tous. Si les conditions de la paix ne sont pas là, *à ce niveau collectif*, cela sera reflété et ressenti dans le monde. Le Conseil de sécurité a pour mandat de maintenir la paix, la non-prolifération des armes nucléaires et d'œuvrer pour la réconciliation des conflits.

Nous vivons aujourd'hui une réalité où les guerres et les conflits se multiplient et dégénèrent en conflits régionaux. On n'a même pas besoin de croire en la réincarnation pour dire qu'aujourd'hui, nous récoltons les conséquences de mauvaises actions passées et présentes qui exigent de nous des solutions individuelles et collectives. Alors que des images d'horreur et de souffrance s'infiltrant jusque dans nos foyers, il est important que notre amour, notre compassion, ne soit pas restreinte par l'emprise que la peur peut avoir sur les gens, une peur qui restreint et isole. Nous oublions souvent dans ces moments difficiles que nous sommes responsables de nos choix. Est-ce que nous permettons à l'amour ou la peur de gouverner nos vies? Sommes-nous terrorisés par nos propres peurs et est-ce que le Conseil de sécurité reflète simplement cela? Dans nos moments de silence, nous pourrions vouloir réfléchir où nous luttons avec nos propres peurs et observer sans juger où les luttes de pouvoir se situent au sein de notre propre être. Car en vérité, le monde extérieur n'est-il pas une réflexion de notre monde intérieur?

Il est triste de constater, que le Conseil de sécurité, qui avait été conçu comme une arène à la coopération, a évolué en une arène de la confrontation et de l'idéologie et à la structure de gouvernance dépassée qui reflète une mentalité de «vainqueurs» manœuvrant le pouvoir.

Les conflits de pouvoir ne sont nuls part aussi évidents que dans le Conseil de sécurité, composé de 15 membres dont cinq ont un droit de veto. Le système de vote du Conseil de sécurité Permet à un tiers des membres du Conseil (cinq États membres) à essentiellement manipuler les résultats et à imposer des décisions sur l'ensemble des 193 États membres, d'autant plus que d'après la Charte, le Conseil de Sécurité a le pouvoir de prendre des décisions que les 193 membres sont tenus d'accepter. Le Conseil de sécurité recommande aussi à l'Assemblée Générale la nomination du Secrétaire Général et l'admission de nouveaux Membres dans les Nations Unies et, avec l'Assemblée Générale, le Conseil de sécurité élit les juges de la Cour Internationale de Justice. Le Conseil de sécurité a beaucoup de pouvoir et est trop souvent concentré sur ce pouvoir tout en oubliant le fait qu'il a pour mandat de maintenir la paix. La paix est souvent assimilée à l'énergie d'Amour, c'est-à-dire au Prince de la Paix, et elle est le fondement sur lequel tout le reste est construit. La citation de Jimi Hendrix est très juste ici: «Quand la puissance de l'amour dominera l'amour de la puissance le monde connaîtra la paix». Cela reflète parfaitement le grand défi du Conseil de sécurité.

L'Assemblée générale a proposé des débats sur la réforme du Conseil de sécurité et cela a été bloqué, principalement par le noyau des 5 États membres. Comme ce blocage est au cœur même du mandat de l'ONU il entrave aussi l'appel à une réforme de l'ONU elle-même.

The Economic and Social Council, ECOSOC

Nous savons que les problèmes non résolus conduisent à des conflits et l'une des principales priorités des Nations Unies est de « *réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, et en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue, ou de religion* ».

Le Conseil économique et social, l'ECOSOC en bref, est la plate-forme centrale pour favoriser le débat, le renforcement de la coopération entre les Etats, forger un consensus sur la voie à suivre, et coordonner les efforts pour atteindre les objectifs fixés au niveau international. L'ECOSOC est responsable du suivi des grandes conférences et sommets des Nations Unies et peut être vu comme la principale plaque tournante de l'activité des Nations Unies. Il est également une passerelle pour le partenariat des Nations Unies avec la participation du reste du monde, car il offre un point central de rencontre pour des dialogues productifs entre les décideurs, les parlementaires, le monde académique, les fondations, les entreprises, les jeunes et plus de 3.200 ONG enregistrées. Bon nombre des décisions prises lors de l'Assemblée générale sont élaborées et externalisées ici.

En 1997, l'ECOSOC a créé le Groupe de développement des Nations Unies (UNDG) qui réunit en un consortium 32 organismes et groupes des Nations Unies dont les activités empiétaient les unes sur les autres. Les objectifs de développement durable relèvent du Département des affaires économiques et sociales, qui fait partie de ce consortium.

The SDGs in context

L'histoire des ODD peut être retracée à 1972, lorsque les gouvernements se sont réunis à Stockholm, en Suède, pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain. En 1983, le développement durable a finalement inclus le concept de «*répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins*». L'Agenda 21 est un résultat de la Conférence de Rio en 1992 et a conduit à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Rio+20 été convoquée en 2012 entraînant la nécessité d'objectifs mesurables visant à promouvoir le développement durable à *l'échelle mondiale*, les objectifs de développement durable (ODD).

Les ODD sont un ensemble de dix-sept ambitieux «objectifs mondiaux» avec 169 cibles entre eux. Permettez-moi de vous les nommer: 1) Pas de pauvreté 2) Faim « zéro » 3) Bonne santé et bien-être 4) Education de qualité 5) Egalité entre les sexes 6) Eau propre et assainissement 7) Energie propre et d'un coût abordable 8) Travail décent et croissance économique 9) Industrie innovation et infrastructure 10) Inégalités réduites 11) Villes et communautés durables 12) Consommation et production responsables 13) Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques 14) Vie aquatique 15) Vie terrestre 16) Paix, justice et institutions efficaces 17) partenariats pour la réalisation des objectifs.

Les 192 nations qui ont ratifiés ce programme ont également convenu d'explorer des alternatives au PIB (Produit intérieur brut) en tant que mesure de la richesse qui prenne en compte les facteurs environnementaux et sociaux dans un effort pour évaluer et payer pour les «services environnementaux» fournis par la nature, tels que la captation du carbone et la protection de l'habitat. Les états ont également réaffirmés les engagements à éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles. Le Secrétaire Général des NU Ban Ki-moon, a insisté qu'il n'y aura pas d'alternative à l'ODD, comme « il ne peut y avoir aucun Plan B, parce qu'il n'y a pas de Planète B » Il y avait aussi un large consensus que les progrès pour l'un et pour tous les ODD serait bloqué si l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes n'étaient pas priorisé.

Je veux mentionner une personne qui a contribué à mettre l'environnement et le développement durable à l'ordre du jour des Nations Unies. Son engagement a beaucoup contribué à introduire des valeurs écologiques et la notion de durabilité dans les pratiques gouvernementales.

Ce que j'aime personnellement dans l'exemple de Maurice Strong est que l'on n'a pas besoin d'être un être humain parfait, ni particulièrement saint. Nous avons là un individu avec ses défauts et ses faiblesses et un focus sur ce que le monde avait besoin à ce moment-là. Ce qu'il a démontré est

l'importance de saisir le moment (du service) lorsque l'occasion se présente et Maurice Strong n'a pas fait cela une fois, mais à plusieurs reprises.

Maurice Strong est à bien des égards un personnage controversé parce qu'il était un ancien dirigeant de l'industrie extractive. En 1971, il a commandé le premier rapport sur « l'état de l'environnement » du monde (par pas moins de 152 éminents experts de 58 pays), *Seule une Terre: le soin et l'entretien d'une petite planète*, en vue de la première réunion de l'ONU sur l'environnement en 1972. La Conférence de Stockholm a placé l'environnement dans le cadre d'un programme de développement international et a conduit à la création en 1972 du Programme environnement des Nations Unies (PNUE), qui fut la première agence des Nations Unies à avoir son siège social dans le tiers monde, à Nairobi, au Kenya. Pour mettre cela en perspective, le premier parti vert du monde, le « People Party » au Royaume-Uni, a vu le jour en 1973, et changea son nom en « Ecology Party » deux ans plus tard; tandis que « Die Grünen » en Allemagne est entré en existence en 1980.

En 1988, en tant que chef du PNUE, Strong en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a convoqué la première réunion du groupe d'experts internationaux sur le *changement climatique* qui a conduit à la mise en place de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC). Après le rôle de premier plan de Strong dans la conduite du programme d'allègement de la famine des NU en Afrique et d'autres missions de conseil pour les NU, il a été nommé secrétaire général de la Conférence NU sur l'environnement et le développement, mieux connu comme le Sommet de la Terre de Rio en 1992.

Ce sommet a été crucial et a abouti à Action 21, la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement, la Déclaration des Principes Forestiers, la Convention des Nations Unies des Nations Unies sur la Diversité Biologique et ce fut le début du Protocole de Kyoto.

Human Rights

1992 a été aussi l'année qui a vu la création du Bureau du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme (HCDH) si une Commission des droits de l'homme existait depuis 1946 et que des individus comme Eleanor Roosevelt faisaient partie du Comité de rédaction de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

En 2006, Kofi Annan a élevé la Commission des Droits de l'Homme au sein du Conseil des Droits de l'Homme et il est ainsi passé de l'ECOSOC à l'Assemblée Générale. C'est une symbolique de croissance et de prise de plus de responsabilités, du fait qu'elle est passé d'une des nombreuses activités de l'ECOSOC vers l'aspect volonté de l'Assemblée Générale, cela reflète la volonté des nations d'intégrer les droits de l'homme (droits humains).

Les droits humains sont généralement compris comme étant les droits fondamentaux à laquelle une personne a intrinsèquement droit simplement pour le fait d'être humain et qui s'appliquent à tout le monde. Ils sont également classés en générations, un droit de première génération –au sujet de la protection de la vie même et du droit de participation politique, un droit de deuxième génération se réfère aux droits économiques, sociaux et culturels (ce qui est directement lié à nos besoins quotidiens et à rester en vie) et des droits de troisième génération –qui ont trait à la solidarité (droits collectifs liés à l'environnement, à la paix et en relation avec les droits des générations futures).

Il est important de mentionner que, parfois, ce sont les États membres qui établissent le rythme comme cela a été le cas avec la *Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples*, la *Charte de Banjul*, qui a été ratifiée par tous sauf un des Etats africains et est entrée en vigueur en 1986. Cette Charte reconnaît des droits collectifs à un degré inégalé par les instruments régionaux européens ou interaméricains des droits humains. Dans ce sens, elle est plus avancée, plus inclusive car elle reconnaît les droits individuels, les droits collectifs ou droits des groupes et la troisième génération des droits humains.

Cette Charte ne confère pas seulement des droits aux particuliers et aux peuples, mais comprend également des *tâches* qui lui incombent, par exemple harmonie dans la famille, le service à l'ensemble, la solidarité, les valeurs culturelles, le bien-être moral et de la société.

Mais les Etats établissent également de nouvelles normes qui transcendent même les droits de troisième génération! En 2000, les animaux, les plantes et d'autres organismes avaient leurs droits à la dignité reconnue par la Constitution de la Suisse (art. 120), bien que les implications de cette disposition ne soit pas encore très claires.

en 2008 l'Equateur est devenu le *premier pays au monde* à codifier les droits de la nature dans sa Constitution. Les articles 10 et 71-74 reconnaissant les *droits inaliénables des écosystèmes d'exister et de prospérer*, donne aux gens le pouvoir de plaider au nom des écosystèmes, et d'exiger du gouvernement de remédier aux violations de ces droits. Les articles mettent en place un système fondé sur le droit qui reconnaît la nature, ou Pachamama, comme une entité légitime qui détient une valeur intrinsèque, séparée de l'usage humain. L'écosystème lui-même peut être nommé défendeur.

En 2010, la Bolivie a adopté la première loi du monde *qui accorde à toute la nature des droits égaux aux humains*. Elle énonce une vision éthique et juridique des droits du monde naturel. La loi définit la Terre Mère comme «... *le système de vie dynamique formée par la communauté indivisible de tous les systèmes de la vie et êtres vivants qui sont inter-liés, interdépendants et complémentaires, qui partagent un destin commun* », ajoutant que « *la Terre Mère est considérée comme sacrée dans la vision du monde des peuples autochtones et des nations* ». Dans cette approche, les êtres humains et leurs communautés sont considérées comme une partie de la Terre Mère, en étant intégré dans des «*systèmes de vie, des communautés complexes et dynamiques de plantes, d'animaux, micro-organismes et d'autres êtres dans leur environnement, dans lequel les communautés humaines et le reste de la nature interagissent comme une unité fonctionnelle, sous l'influence des facteurs climatiques, physiographiques et géologiques, ainsi que les pratiques de production et de la diversité culturelle des Boliviens des deux sexes, et les visions du monde des nations et peuples autochtones, les communautés interculturelles et les Afro-Boliviens* ». Cette définition peut être considérée comme une définition plus inclusive des écosystèmes car elle inclut explicitement les dimensions sociales, culturelles et économiques des communautés humaines.

En 2012 la rivière Whanganui en Nouvelle-Zélande a été légalement déclaré une personne ayant des droits (via les tuteurs) d'intenter des actions juridiques pour protéger ses intérêts.

Nous voyons ici que les droits de la nature ne pouvaient pas entrer dans les constitutions (qui représentent un collectif) à moins que suffisamment de membres de la famille humaine aient invoqué et soient prêts pour une telle expansion de la responsabilité. Les nouvelles valeurs sont désormais intégrées au sein de notre inconscient et poserons un défi à nos *systèmes de valeurs*, et pas seulement à *certaines valeurs*.

Nous pouvons voir que les prochains essais se manifestent déjà: la responsabilité des écosystèmes afin que nous et d'autres êtres vivants non humains avec lesquels nous partageons cette planète puisse aussi se développer; les changements dans la façon de nous nourrir et de la façon dont nous traitons les animaux, les changements dans la façon dont nous cultivons la nourriture et dont nous traitons le sol et l'eau, un goutte à goutte de petits changements continus.

Les exemples ci-dessus avaient déjà eu lieu au niveau de l'Etat alors que c'était seulement en 2012 que le Conseil des Droits de l'Homme (CDH) a créé un mandat de Procédure Spéciale sur l'environnement alors que la résolution A/HRC/33/L.18 sur une *Déclaration d'un Droit à la Paix* a été adoptée il y a moins d'un mois. Les deux peuvent être considérés comme des droits de la troisième génération et montrent une expansion des responsabilités à l'ONU.

Mais à travers le HRC nous pouvons aussi entrevoir que «Nous, les peuples» devient de plus d'une réalité. A/HRC/33/L.28 est une Résolution sur la *participation égale dans les affaires politiques et publiques* où le Conseil exhorte tous les États à assurer la participation pleine, effective et équitable de tous les citoyens dans les affaires politiques et publiques, et... pour préparer des projets concis et axées sur l'action comme un ensemble d'orientations pour les États sur la mise en œuvre effective du droit de participer aux affaires publiques. Cette participation aux affaires publiques est aussi appelé la *démocratie participative*...

Les ODD « *Leave No One Behind* » (ne laissons personne en arrière) est aussi un désir de prendre soin de l'autre, d'être inclusif.

Un dernier point: ce qui est important à retenir est que les valeurs changent au fil du temps et que les valeurs se déploient; et lié à ces valeurs est le sens de la responsabilité. H.P.B. a dit que le sens de la responsabilité est l'une des premières indications du contrôle égoïque, et alors que de plus en plus de la famille humaine entrent sous l'influence égoïque, les conditions seront lentement et régulièrement améliorées dans tous les départements de la vie.

L'habilité-à-répondre (respons-abilité) signifie être en mesure et avoir la capacité de répondre, d'être prêt, quelque chose est entendu, quelque chose est envisagé. En tant que tel les nations unies répondent effectivement à l'appel à extérioriser le plan qui leur est confié.

Je termine en vous remerciant pour le temps que nous avons passé ensemble et je vous souhaite un séjour agréable et significatif à Genève.

* * *

PAUSE

* * *

Comprendre le monde par la conscience

Il y a deux manières d'aborder l'histoire de l'évolution de l'humanité.

La première part des formes et décrit ce qui évolue, dans la société, dans les comportements, etc., et cherche à partir de quoi comprendre les mutations. Cette démarche est intéressante mais laisse sans réponse de grandes questions, à savoir : Où tout cela va-t-il ? Dans quelle direction allons-nous ? Quel sens cela a-t-il ?

Allons-nous vers une société qui va s'autodétruire ? Vers une société géniale ? Laquelle ? Nul ne le sait et il n'y a, dans cette approche, ni vision, ni direction.

On peut aussi considérer l'histoire de l'humanité et de l'évolution du point de vue de la Conscience, en partant de l'évolution des états de conscience. Et là, cela éclaire parfaitement ce que vit l'humanité en ce moment, sa marche paradoxale qui conduit à la fois vers un mieux être et vers une détérioration planétaire. C'est aussi une façon de voir où va le monde...

Cette seconde vision va nous permettre de mieux comprendre l'obsession de la croissance économique, devenue le problème sur lequel se penchent et se contredisent hommes politiques et économistes, depuis qu'elle est en berne. L'absence de croissance est souvent montrée du doigt comme cause de tous nos maux. Pour la faire repartir, certains sont prêts à sacrifier des générations de travailleurs et l'ensemble des ressources planétaires.

Or, la science économique oublie souvent qu'elle est avant tout une science humaine, et à ce titre qu'elle dépend étroitement de l'évolution de la conscience humaine. Ce qui importe est donc de jeter quelques lumières sur l'état actuel et l'état à venir de la conscience.

Quels sont les différents états de conscience, présents actuellement sur la planète ?

Conscience de dépendance

Quand on regarde l'humanité telle qu'elle est maintenant, on se rend compte que les humains qui n'ont pas encore développé le mental, par la scolarisation, l'éducation, qui n'ont pas encore développé "la civilisation moderne", vivent dans un état de conscience qu'on pourrait appeler **un état d'interdépendance instinctive**. Je dis "instinctive" parce que ce n'est pas du tout conscient, pas du tout réfléchi, cela va de soi, c'est une évidence héritée d'un lointain passé.

Pour ces sociétés, il n'y a rien de séparé, d'indépendant. Il y a une interdépendance entre l'homme et la nature à laquelle nul ne peut échapper. À aucun moment, il ne leur viendrait l'idée de se séparer de la nature, de se croire supérieurs. Ils la respectent, ne détruisent rien ; ils se sentent faire partie intégrante de ce milieu. Ils sont porteurs de cette sagesse, que nous avons oubliée, nous allons voir pourquoi.

Ces sociétés nous font souvent rêver. On y voit un paradis perdu, une sagesse naturelle, une tranquillité de vie qui nous interrogent sur un éventuel retour aux sources...

Le revers de ce type de conscience, c'est qu'il n'y a pas encore eu d'individualisation. Il n'y a ni indépendance, ni autonomie. La personnalité et son lot de possibles n'a pas encore été développée.

Chacun existe par rapport à la tribu, au peuple, par rapport aux coutumes. Chacun se trouve dans **une conscience de dépendance**, du fait qu'il dépend toujours de quelqu'un : d'un chef, d'une tribu, d'une famille, de coutumes, d'un lieu, etc. Il y a toujours dépendance acceptée, chacun a une place, un rôle et se soumet aux lois ancestrales sans pouvoir affirmer une individualité qui irait à l'encontre des traditions.

Cet état de conscience échappe aux questions concernant la croissance. Celle-ci est extrêmement faible et lente. L'économie étant surtout centrée sur la survie et un accroissement progressif de

confort minimum. Ces populations sont, la plupart du temps, focalisées sur une agriculture, une chasse ou une pêche de subsistance.

Conscience d'indépendance

Plus une société, par la scolarisation, développe le mental, plus les individus vont commencer à s'individualiser, à se couper des traditions.

L'interdépendance instinctive avec la nature fait place à une exploitation ; la solidarité devient "chacun pour soi", compétition ; l'égoïsme s'accroît dans tous les domaines.

Cette construction du MOI nous amène peu à peu au bas de la courbe d'involution évolution, jusqu'au moment où l'on va arriver à un état d'indépendance, d'autonomie, totalement affirmé, et conscient.

" Je, moi, j'existe, et moi dans ma vie, je fais ce que je veux avec qui je veux, quand je veux, et je n'ai de compte à rendre à personne !

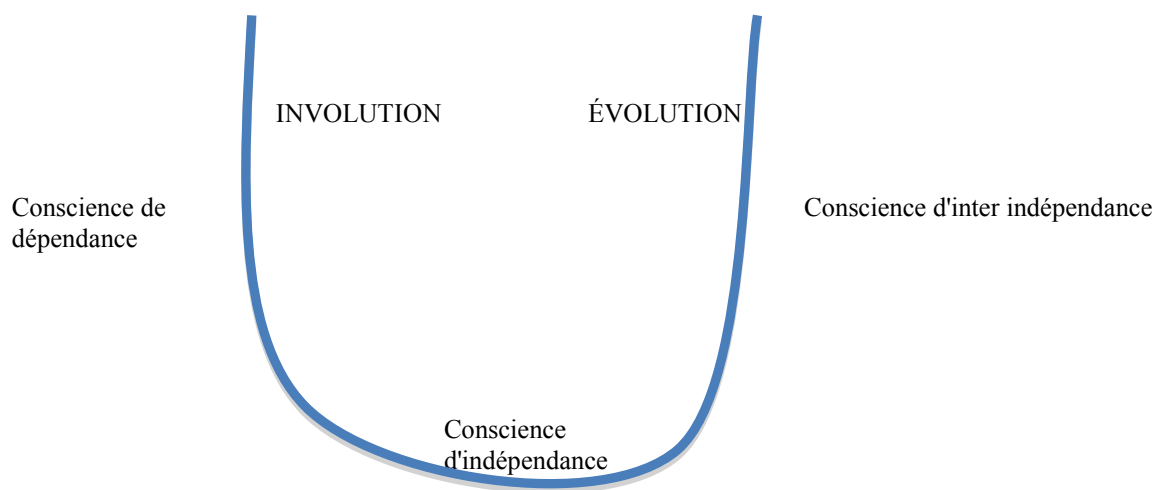
Cet état de conscience développe l'importance de soi et des besoins ressentis. L'amour des richesses, du pouvoir, l'importance donnée aux plaisirs de la consommation deviennent prédominants.

La personnalité confère des qualités d'entrepreneur ; le libéralisme devient la règle. Le résultat en est notre société dite "moderne". Une société de richesses de plus en plus mal réparties, utilisant toutes les ressources planétaires sans discernement.

La croissance devient un dogme fondamental devant lequel il convient de se plier. C'est la clé de notre civilisation !

Cela ressemble à une chute et à une dégradation de la société...

Nous pouvons considérer cela comme une involution, une construction de la personnalité, un glissement progressif d'une conscience collective vers une conscience individuelle, individualiste.



Il est possible de dessiner une courbe qui se dirige de la gauche vers la droite pour représenter ce mouvement de conscience.

La première partie de la courbe descendante, est l'involution. L'humanité se construit corps par corps, en perdant peu à peu conscience de l'interdépendance instinctive.

Au bas de la courbe, point le plus éloigné du collectif, l'individualisme est puissant.

Puis la courbe remonte vers l'évolution et la conscience globale progresse.

Différences essentielles entre les différents types de conscience

Les personnes en conscience de dépendance, **continuent de faire perdurer les valeurs traditionnelles du passé au présent**. Ils cherchent continuellement à amener au présent les valeurs ancestrales, les valeurs qui ont toujours existé. Si bien que chaque enfant a le devoir de bien apprendre tout ce que les ancêtres, les parents lui enseignent, pour à son tour transmettre un jour à ses enfants ce "patrimoine" inchangé.

Par contre, il est bien évident, que dans la conscience d'indépendance, on ne s'occupe pas du passé. **On y promeut des valeurs personnelles au présent** sans se préoccuper de l'avenir.

Alors on se demande si ce n'est pas la fin de l'histoire, la fin de l'humanité, certains prédisent même la fin de la planète Terre à courte échéance, étant donné l'égoïsme qui ne fait que "croître et embellir". Alors que les peuples premiers ont su conserver la nature si longtemps, notre société de conscience individuelle, en peu de temps, est en train de la détruire à grande vitesse.

Heureusement la courbe remonte ! C'est le résultat d'un troisième état de conscience : **une interdépendance parfaitement consciente**. Cette interdépendance n'a rien à voir avec l'interdépendance instinctive car elle inclut une conscience autonome. Il serait plus juste de l'appeler **conscience inter indépendante**.

Cet état de conscience surgit peu à peu des multiples interrogations que pose l'individualisme. Il se traduit par la découverte de l'autre. Ce peut être l'Autre en soi ou les autres humains, les autres règnes.

On commence à prendre conscience des uns et des autres, à se rendre compte de la nécessité de vivre en globalité, en interrelation. On réalise qu'il n'est pas possible de continuer à vivre comme si nous étions seuls. Il faudrait tenir compte des animaux, des végétaux, des minéraux. Un état de conscience est en train d'apparaître, qui s'ouvre sur les autres et commence à penser et à agir en termes de coopération.

Cet état de conscience cherche à promouvoir au présent les valeurs pressenties du futur.

On quitte alors progressivement l'égoïsme pour une conscience globale.

La croissance matérielle est progressivement abandonnée au profit d'une croissance intérieure. La société de consommation est totalement remise en question.

Dans tous les domaines, de l'agriculture à la culture, de l'éducation à la santé, des monnaies aux comportements politiques, tout devient pensé ensemble, au service du collectif.

C'est ce que nous voyons émerger dans notre société actuelle. Remise en question totale de tous les paradigmes de la société individuelle, de la même façon que celle-ci a bouleversé tous les comportements et les croyances de la société de dépendance.

Pouvons-nous être certains que la courbe remonte ?

En effet, si nous regardons à l'échelle de la planète, il y a une arrivée massive de personnes en conscience individuelle. Grâce aux progrès de l'éducation partout dans le monde, beaucoup de pays émergents ont une forte croissance ; de plus en plus de personnes rêvent d'une civilisation de consommation et rejoignent le bas de la courbe. Les risques de conflits à propos des matières premières, de l'eau, de la pollution, des changements climatiques, etc. ne mettent-ils pas en péril l'humanité ? La courbe ne risque-t-elle pas de se transformer en descente sans fin, si ce n'est celle de l'humanité ?

Il y a cinquante ans, nous aurions pu répondre :

" Nombreux sont les précurseurs de l'état de conscience globale, d'inter indépendance, qu'il s'agisse de sages, de philosophes, de scientifiques, d'hommes politiques ; mais l'humanité est elle prête à les suivre ? Nul ne le sait. Peu de signes l'indiquent, et il y a effectivement danger "

Aujourd'hui, un pan sans cesse croissant de notre société, entre pas à pas dans cet état de conscience d'inter indépendance. Chaque jour nous voyons grandir la prise en compte de l'autre, des autres, du point de vue international, sociétal, écologique... Chaque jour nous voyons poindre à travers les livres, les films, l'expression d'une nouvelle conscience du monde.

Les pionniers conscients d'un monde nouveau sont de plus en plus nombreux. Ils dessinent l'avenir et indiquent la direction à suivre.

D'autre part, une overdose de la société égoïste, des dogmes de la consommation et de la culture inégalitaire se manifestent un peu partout.

C'est ce qui explique que depuis cinquante ans se déploie un double développement. De plus en plus de gens arrivent dans le bas de la courbe, développant une conscience individuelle, avec toutes les conséquences de consommation que cela implique et conjointement une autre partie de notre société se trouve en rupture avec cet état de conscience et le modèle de civilisation que cela implique.

Voyons-en les conséquences sur une courbe en trois parties.

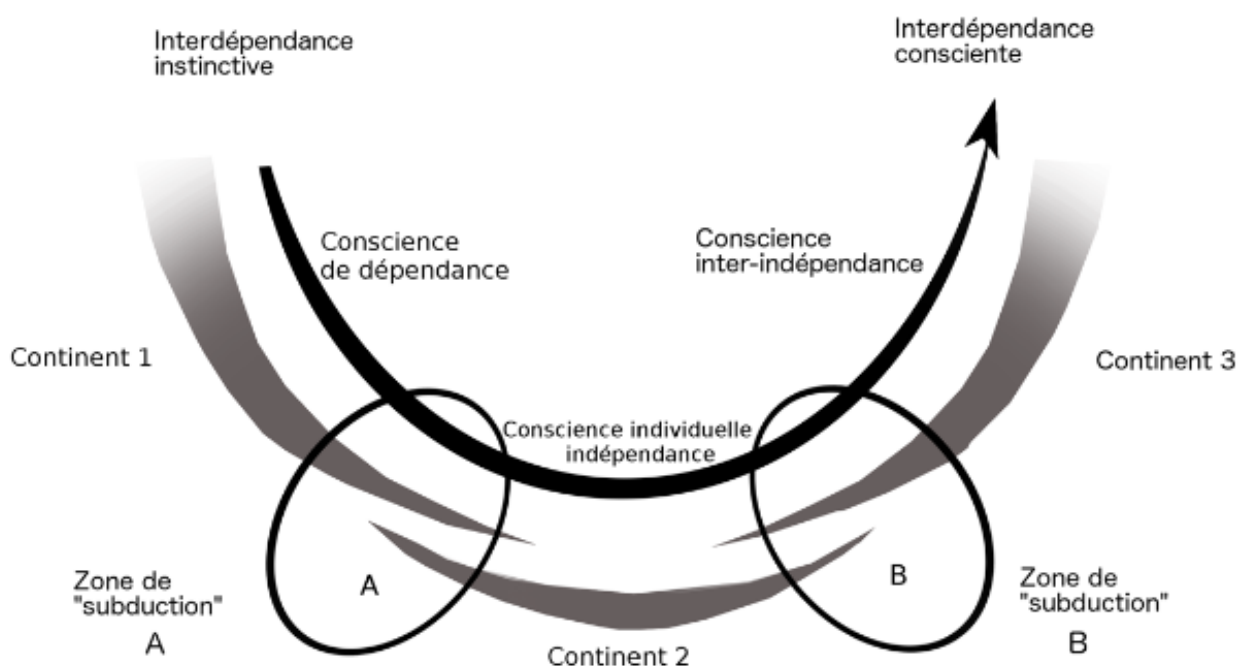
Les trois continents de Conscience

Nous retrouvons sur cette courbe les trois états de conscience que nous allons comparer à trois continents.

Le premier continent, c'est la conscience de dépendance. Plusieurs milliards d'individus vivent sur ce continent, pleinement représentatifs de cet état de conscience.

Le deuxième continent représente la pleine conscience de soi, la conscience individuelle. Il y a environ un milliard de personnes sur ce continent. Ils vivent leur vie et leur créativité sans être trop dérangés par des questions existentielles.

Le troisième continent, celui de la conscience globale ne comprend que quelques centaines de millions d'individus.



Ce schéma diffère du premier en ce qu'il met en évidence les fondus enchaînés entre les trois continents de conscience, et met en lumière deux zones importantes. Elles concernent les moments où les états de conscience s'interfèrent, aussi bien en nous que dans la société et dans le monde.

Il y a d'abord une zone A, fondu enchaîné entre conscience de dépendance et conscience d'indépendance. Et une zone B, fondu enchaîné entre la conscience individuelle et la conscience d'inter indépendance. Ce sont deux zones vraiment importantes sur lesquelles se retrouvent pas mal de Terriens.

Vous savez que les continents, suivant la tectonique des plaques, ont une tendance à s'enfoncer les uns sous les autres, donnant naissance à ce qu'on appelle des zones de subduction, comme par exemple le long de la ligne de faille du Japon.

Si les continents glissaient très régulièrement, il y aurait moindre souci car cela entraînerait un fondu enchaîné progressif. Le problème, c'est que cela ne se passe pas ainsi ! ça accroche, ça coince, et ça lâche d'un seul coup, ce qui provoque en surface, un séisme. Et donc, toutes les zones de subduction provoquent des séismes entraînant les destructions et les catastrophes "naturelles" que nous connaissons.

La même chose existe du point de vue de la Conscience. Il y a **trois continents de conscience**. A l'intérieur de chacun de ces "continents", les crises ne sont pas très fréquentes, chacun étant bien "installé" dans sa norme de conscience.

Par contre, le passage de l'un à l'autre, s'opère dans des fondus enchaînés, véritables zones de subduction qui provoquent d'importants séismes de civilisation au niveau planétaire. Cela produit des zones de crise d'une grande amplitude, aussi bien à l'intérieur d'une société qu'à l'intérieur d'un individu.

La zone A et les séismes du monde

La zone de subduction A est très active actuellement dans le monde. Elle provoque la majorité des conflits sur la planète et demeurera très active tant que la plupart des humains n'auront pas rejoint le deuxième continent de conscience.

Cela concerne tous les pays dont une grande partie de la société cherche à se libérer de la dépendance à des autocrates, à des religions, à des coutumes sociales inégalitaires et à tout ce qui s'oppose à une libre expression de l'autonomie de chacun.

Ces pays sont profondément divisés entre les tenants des traditions religieuses, nationalistes, sociétales et ceux qui prônent la liberté individuelle et l'égalité de chacun, quel que soit son sexe ou sa condition, devant la loi.

C'est d'autant plus compliqué que la subduction entre deux continents de conscience existe aussi à l'intérieur des individus eux-mêmes. Il y a toujours un moment en soi, où traditions et modernité entrent en conflit intérieur. Comment évoluer sans trahir ses racines ? Ce n'est pas simple !

On voit partout dans le monde, des frictions entre conscience de dépendance et conscience d'indépendance. Toutes les formes de colonialisme économique ; la dépendance des agriculteurs en Inde, créée par l'agro chimie sur les semences alimentaires ; le pouvoir des multi nationales disposant d'une main d'œuvre bon marché ; l'exode rural pour aller grossir les rangs de l'industrie, etc.

La rencontre de ces deux continents de conscience permet au second de produire toujours plus et d'accroître une croissance inassouvie !

Plus le séisme est fort, plus il crée des destructions. Cela peut aboutir à la fin d'une société, la fin d'une forme de civilisation ou d'une forme d'état.

La zone B et les séismes du monde

Cette deuxième zone de subduction opère entre les personnes qui sont encore en conscience individuelle et les gens qui passent en conscience d'ensemble, en conscience globale.

Cette zone concerne toutes les remises en question de la société libérale mise en place depuis près de 150 ans, dans les pays dits développés.

La conscience croissante du troisième continent demande une croissance de qualité de vie et non de quantité de vie ; une croissance de relations justes entre les individus, et non un paternalisme

imposant "la pensée unique" ; une prise en compte de tout ce qui vit sur Terre, et non l'exploitation et la maltraitance des animaux et des végétaux.

La crise de croissance est le résultat de ce bouleversement au sein de cette zone de friction.

La croissance intéresse tous les individus du deuxième continent de conscience. Là où ils sont en majorité, il y aura croissance. Par contre il faut réaliser que là où la conscience d'inter indépendance commence à s'imposer, il n'y aura plus qu'une croissance quantitative minime !

Il est urgent que les hommes politiques réalisent que la croissance ne repartira pas. Dès maintenant, il importe de promouvoir de nouvelles manières de consommer, de partager et de travailler.

Les séismes sont nombreux, détérioration des démocraties, chômage, crise financière de 2008.

Le système bancaire sauvé in extremis, n'était une petite secousse d'avertissement. Mais le séisme, le gros séisme, "le big one" approche à grands pas, c'est inévitable.

De même que personne ne peut arrêter une plaque continentale qui s'enfonce sous une autre, personne ne peut éviter le surgissement d'un état de conscience nouveau et la disparition subséquente de celui qui le précède. C'est inévitable.

Pourquoi le changement n'est-il pas plus rapide ?

Parce que la zone de tiraillement et de contradiction passe aussi par notre être intérieur !

Il y a une partie de nous-mêmes qui cherche à penser et à agir en termes de groupe, en termes planétaires. Mais il y a aussi notre individualité, tellement puissante, encore arc-boutée sur l'émotionnel... Oui, en nous-mêmes il y a aussi des contradictions, des dualités qui provoquent régulièrement des séismes.

Regarder l'évolution planétaire à travers les crises de conscience permet de comprendre la crise de croissance quantitative. Cela met aussi en lumière les causes de toutes les autres crises, qu'elles soient politiques, religieuses, sociétales...et individuelles !

L'histoire de l'humain, assez mystérieuse si on ne regarde que les événements, devient plus claire si elle est perçue en termes d'évolution de conscience. Il est bon d'en prendre conscience.

* * *

Les Nations Unies : Réflexion du Monde, Réflexion de Nous-mêmes.

Judith Hegedus

Tout processus visant à mettre en œuvre une idée est complexe. Comment allons-nous passer de la pensée à l'action ? En réalité, nous n'avons pas tant de temps que ça d'ici 2030. Comment pouvons-nous être certains que l'Agenda 2030 des Objectifs du Développement Durable (ODD) sera couronné de succès ? La définition des buts est louable, car elle est exemplaire de notre reconnaissance, comme humanité une, de notre état mondial d'interdépendance. La mise en œuvre d'une telle tâche n'est pas facile, mais nous pouvons y parvenir en visualisant les pensées des particuliers aussi bien que celles des gouvernements, verticalement alignées avec leurs paroles et leurs actions. Il sera également nécessaire de mettre en place un alignement horizontal entre les efforts convergents des citoyens individuels, des gouvernements nationaux et de l'O.N.U. C'est une tâche dévolue à chaque membre de la famille humaine, et à tous les gouvernements nationaux responsables. Les Nations Unies sont particulièrement qualifiées en tant qu'organisation, pour initier la mise en œuvre des ODD et y sensibiliser l'humanité. Les pensées et les mots en sont déjà formalisés par l'Agenda 2030 – nous devons seulement nous assurer que les actions appropriées suivent, et qu'elles sont alignées avec les pensées et les mots. Quels sont, en fait, les rôles des citoyens individuels, des gouvernements et de l'ONU elle-même, dans une mise en œuvre efficace ?

Il y a dix ans, je travaillais comme consultante en gestion interne au Siège des Nations Unies à New York. La mission de ma petite unité était d'aider les départements de l'ONU, compte tenu de leurs mandats, à opérer plus efficacement dans le sens organisationnel et financier. Ce fut une excellente occasion d'apprendre à connaître l'organisation, mais il m'a fallu de nombreuses années pour vraiment comprendre la nature du travail que je faisais, comment relever les défis organisationnels et leur trouver des solutions. Je dois admettre qu'au début, mon travail à l'ONU était une frustration quotidienne. C'était généralement dans la mise en œuvre de projets par ailleurs bien conçus, que les choses ne réussissaient pas tout à fait ou pas assez rapidement. Avec le temps, je me suis aperçue que cela reflétait simplement le monde où nous vivons : souvent, les individus aussi bien que les gouvernements, se bornent à des agendas définis d'une façon plutôt égoïste, si on les compare aux aspirations à plus de globalité, de la part de leur environnement, aspirations tournées vers la bonne volonté mondiale envers l'humanité dans son ensemble. Les deux types de motivations peuvent parfois coexister, l'une plus faible, l'autre plus affirmée. Alors, laquelle l'emportera ? La réponse sera : celle que nous renforcerons consciemment. Chaque être humain est maintenant responsable du renforcement de sa capacité et de sa volonté à résoudre les problèmes pratiques, dans une perspective holistique et impersonnelle, et en fonction de sa situation individuelle, économique et géographique. Les gouvernements nationaux, à leur niveau, ont également une responsabilité du même ordre, car ils ont la capacité, à travers leurs politiques, de faire se concrétiser les Objectifs du Développement Durable.

Quand nous parlons de la mise en œuvre des ODD, nous nous concentrons principalement sur les gouvernements, les particuliers et le secteur civil, mais les entreprises sont également très concernées. Elles ont, pareillement, la responsabilité d'élargir leur action au profit de la globalité durable plutôt que de maintenir leur l'objectif étroit qui est de servir toujours plus de dividendes à un nombre limités d'actionnaires. Mais existe-t-il aujourd'hui, une incitation à le faire ? Probablement pas encore, bien que nous nous en rapprochions lentement. Des chefs d'entreprise compétents, dotés de bonne volonté et possédant une vision globale, ne seront malheureusement pas suffisants pour changer l'orientation actuelle : nous avons besoin d'un système économique qui octroie une allocation de ressources durable, et ce n'est pas encore le cas. À la place, nous avons un système économique mondial qui récompense seulement la croissance à tout prix. Je voudrais insister là-dessus comme une priorité pour que cette nouvelle économie soit créée aussi vite que possible. Souvent, les entreprises disposent de plus de ressources pour créer du changement que certains gouvernements nationaux. Le changement arrive pourtant plus vite qu'on ne le pense : il y a dix ans quand j'étais à l'école de commerce, il était considéré comme révolutionnaire qu'un professeur demande aux étudiants un article sur la façon de diriger une société pour le bénéfice de toutes les parties prenantes. Ces dernières étant comprises comme étant : les fournisseurs, les employés, les investisseurs, les consommateurs et l'environnement local. À présent, avec l'élargissement de l'entrepreneuriat social, il existe de solides esprits occupés à faire du business qui y pensent tous les jours et montent des entreprises qui fonctionnent pour le bénéfice de tous. Je pense que cela nous suggère pour le monde une analogie utile : nous avons besoin que les affaires fonctionnent pour le bénéfice de l'humanité toute entière, indépendamment des rôles et des fonctions remplies par les nations.

Certains pourraient en discuter, mais je pense que les Nations Unies vivent pleinement leur capacité d'être un forum où les différentes nations peuvent discuter de leurs problèmes les uns avec les autres. Lorsque des problèmes sont débattus avec des mots, ils sont beaucoup moins susceptibles d'être combattus avec des armes, bien que cela arrive encore, entraînant la perte de vies humaines. Mais comment l'ONU peut-il ouvrir la voie la meilleure, à la mise en œuvre efficace de l'Agenda 2030 ? La question est posée ? L'ONU d'aujourd'hui est principalement celle des gouvernements qui souvent, la considèrent comme un tremplin pour prendre place sur la scène mondiale, au détriment des autres nations, pour plus d'influence politique et économique. Ils doivent tous comprendre que le jeu n'est pas à somme nulle. C'est plutôt un forum que l'ONU offre où nous pourrions tous commencer à penser différemment pour le bien de l'humanité. Encore une fois, deux points de vue coexistent : l'ONU comme un lieu de coopération internationale, et l'ONU comme un lieu de lutte dans un jeu à somme nulle (schéma grossier) ? Puissent mes collègues toujours en exercice à l'ONU, maintenir vraiment les

principes initiaux et aider l'organisation à garder le cap. La vérité est que, en coopérant avec les autres et en concentrant notre attention sur les avantages pour tous, nous pourrions changer les résultats du jeu, afin qu'il ne soit vraiment plus considéré comme un jeu à somme nulle. Cela vaut pour les niveaux individuel, national et mondial.

Il est très important de définir clairement les attentes ; l'ONU n'existe pas pour régler directement les problèmes des pays adhérents. En fait, à première vue, ces problèmes sont grossis lorsque l'on jette un regard via la lunette de l'organisation, parce qu'ils mettent en évidence, au vu et au su de tout le monde. Je dis cela en partie en me souvenant de ma déception du début, en tant que membre du personnel, venant d'arriver à l'ONU. Je me souviens m'être demandé ceci : « pourquoi ne pourrions-nous simplement retravailler les budgets, redistribuer les rôles et faire bouger les choses, comme nous pourrions le faire dans toute autre organisation publique ou privée ? » La vérité est que le vrai changement, d'une manière durable, ne peut se produire que de bas en haut, jamais du haut en bas. Cela se passe en désordre, car, par définition, il est nécessaire d'admettre qu'un processus visant à créer un consensus est complexe, et cela bien sûr, retarde quelque peu, ce qui est de l'ordre de la mise en œuvre. Nous avons cependant besoin du principal de l'Organisation : l'ONU est la seule, au plan mondial, compte tenu de son mandat, qui a la vraie capacité de diriger efficacement les processus de changement mondiaux. Car elle peut accélérer les processus de changement « bottom-up » (de bas en haut) en mettant les questions en discussion, en partageant l'information et faisant preuve de pédagogie. Les technologies du 21^{ème} siècle sont en la matière, des outils très efficaces – le revers de la médaille est qu'ils peuvent répandre tout aussi facilement, la haine et le mensonge. Encore une fois, c'est de notre ressort : c'est nous qui choisissons les informations que nous aimerions partager avec les autres.

La signification réelle des ODD est dans la chance qu'ils fournissent de procéder à l'adoption « bottom-up » d'un changement durable - nous avons déjà au stade des idées, un consensus sur les objectifs. C'est un moment de grâce : en possession d'un consensus sur les ODD, et l'assentiment de tous les pays, nous avons une chance sérieuse de pouvoir faire bouger les choses, et le changement résultant ne sera pas sans lendemain - mais pérenne et avec un impact marquant.

L'ONU reflète le monde tel qu'il est aujourd'hui, pour fonctionner mieux et plus efficacement, les individus qui en sont partie prenante, par définition, devront démontrer les critères nécessaires dans leur vie quotidienne. Une véritable réforme des Nations Unies pourrait peut-être commencer par là ? En fait, en tant qu'individus, avant d'exiger quoi que ce soit des autres, nous devrions réformer la façon dont nous agissons nous-mêmes. Il doit y avoir un processus parallèle similaire entre gouvernements ; mais c'est à nous, en tant qu'individus, d'être capable d'exiger des changements de comportement, mais seulement, je crois, après que nous l'ayons d'abord mis en œuvre en ce qui nous concerne. Le changement des comportements individuels est le fondement réel de tout changement durable dans le monde. Comme le disait Gandhi : « Soyez le changement que vous souhaitez voir dans le monde ». En tant que citoyens, il est très important de choisir consciemment ce que nous voulons contrôler. Mais le changement individuel ne suffit pas ; il est seulement la première étape : une condition nécessaire mais insuffisante pour assurer de nouveaux progrès et la mise en œuvre réussie des ODD.

Pour nous, citoyens du monde, cela vaut la peine de réfléchir individuellement aux questions suivantes :

Quelle est ma motivation ? Est-ce que je travaille pour le bien de l'humanité dans un sens holistique, quelle que soit ma situation dans la vie ? Suis-je exemplaire en termes de pratique de la bonne volonté ? Ou bien suis-je orienté vers moi-même, vers l'acquisition d'un maximum de biens matériels ou d'une position la plus dominante possible ?

Est-ce-que je tente de changer les choses par la contrainte et en mettant les autres en concurrence, ou bien le fais-je par le biais de la coopération ? À la recherche de solutions, dois-je, au lieu de cliver, agir dans un esprit d'unité, en tenant compte des points de vue de toutes les personnes impliquées ?

Sur le plan pratique, qu'est-ce que signifie partager ? Sommes-nous tous obligés de partager ce que nous avons ? Et jusqu'à quel point ? Ai-je conscience de mes besoins individuels et à quel degré personnellement ? Est-ce que je crois sincèrement que tous mes frères humains ont droit à la sécurité économique ?

Ai-je une bonne idée des compétences que je possède pouvant être utiles pour le monde ? Puis-je avoir le détachement nécessaire à l'égard de moi-même pour l'évaluer ?

Je pense que notre époque est persuadée que la bonne volonté seule est insuffisante pour donner l'efficacité requise devant les problèmes, des individus aussi bien que des nations. En plus de la bonne volonté, pour arriver à terme, il faut posséder des compétences actives. Une attitude détachée est essentielle au moment d'examiner les résultats, et nous bénéficierons tous de cultiver ce détachement, comme devra un jour le faire l'humanité dans son ensemble. Lors de la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable, il sera très important pendant les comptes-rendus des Nations de poser cette question : « est-ce que cela fonctionne ? » Quels résultats concrets voyons-nous ?

Une autre question importante est celle de la responsabilité. Est-ce-que je me sens aussi responsable que mon gouvernement ? Est-ce-que je vais au terme de ce que j'entreprends ? Quand je n'ai pas fait pas quelque chose, quelle en est la raison ? En quoi cela aura-t-il un impact sur d'autres parties prenantes ?

Je voudrais aussi mentionner le rôle de la peur dans nos vies de citoyens. La peur nous empêche souvent de changer pour un mieux. Ceci est vrai des individus à des degrés divers, mais ça l'est plus encore, des gouvernements. Il règne une certaine inertie dans les grandes organisations. Les politiciens établis sont rarement des agents naturels du changement. La peur peut souvent nous empêcher de faire le bon choix. Nous craignons de perdre ce que nous avons, et d'avoir à faire face à l'inconnu. Même si nous comprenons intellectuellement que le changement est meilleur, à cause de l'émotionnel, nous avons du mal à l'engager. C'est très naturel, mais avons-nous vraiment besoin de la peur ? N'est-ce pas ce qui nous retient en arrière ? Ne nous rendons-nous pas prisonniers de la peur en la laissant dominer nos prises de décision ? En même temps, nous devons reconnaître que la peur est naturelle. Il y a souvent de très fortes raisons psychologiques de nous sentir surtout à l'aise avec des gens qui par exemple, nous ressemblent, ou qui partagent notre propre culture. Pourtant, nous devons surmonter la peur en prenant conscience des facteurs qui l'ont créée. Les gouvernements responsables et les faiseurs d'opinion devraient aider les gens à maîtriser leurs peurs, et non pas les attiser et les exploiter. Pourrions-nous organiser pour les citoyens, des cours de gestion du changement, comme les organisations le font pour leurs employés ? Ce pourrait être une mission formidable pour le secteur de la formation. Le sentiment opposé à la peur est en fait l'amour : celui qui vient de la reconnaissance que nous, en tant qu'espèce humaine, nous sommes un, et que nous partageons cette conscience avec tous sur Terre, indépendamment de la couleur de peau, de la langue maternelle ou de la culture. Pouvons-nous donner sa chance à l'amour face à la peur dans notre vie quotidienne, aussi bien que dans les prises de décision politique en tant que citoyens du monde ? Maintenant est un moment unique pour que nos voix soient entendues et fassent pression sur les gouvernements afin qu'ils adoptent des politiques dans l'esprit des ODD. L'opinion publique est bien vivante, mais sa mise en mouvement exige que nous réfléchissions en profondeur.

Les nations peuvent méditer sur les mêmes questions que les individus. Toutes les nations ont la responsabilité d'assurer l'avenir durable de l'humanité une. L'opinion publique, les efforts des citoyens, au stade individuel, et le secteur civil mondial devraient contribuer à ce processus de reconnaissance. Dans le développement et le renforcement du secteur civil mondial, le besoin de coordination se fait également sentir. Il est grand temps qu'une communication adaptée aux milieux

concernés soit mise en place. L'ONU peut rester comme le point d'ancrage central de la coordination, mais c'est essentiellement un processus d'intégration bottom-up.

Je voudrais mentionner le rôle de l'éducation - un domaine clé pour la mise en œuvre réussie des ODD. Il ne sera pas possible d'éradiquer la pauvreté puis assurer un avenir durable à notre planète, sans éduquer convenablement les générations futures. L'éducation est la variable clé qui peut nous conduire directement à la paix ; une paix durable qui n'est possible que lorsque les êtres humains réalisent en profondeur la façon de mener mutuellement des relations humaines justes. La paix ne peut pas être décrétée. Il est également incongru de considérer la paix comme étant seulement le produit d'une négociation. La paix est un état d'esprit, et une prémisse de l'action. Une condition préalable à une paix durable est de reconnaître l'unité fondamentale de l'humanité et l'égalité de tous les humains. L'éducation peut et doit offrir à tous, la possibilité de cette reconnaissance. De là, pratiquement parlant, cela permettra aux citoyens aussi bien qu'aux gouvernements, de résoudre les problèmes, beaucoup plus efficacement.

J'ai travaillé, ces sept dernières années, dans le domaine de l'éducation au plan international, à promouvoir l'accès à l'université des étudiants et leur mobilité globale. Nous avons assisté, au cours des dernières décennies, à d'énormes progrès éducatifs dans le monde entier. Il est important de se rappeler que les positions de départ des pays sont très différentes ; chez certains, l'effort a porté sur l'éradication de l'analphabétisme, chez d'autres, sur l'élargissement de l'accès à l'université. Ce qui importe, c'est le progrès obtenu à partir des positions de départ elles-mêmes. La prolifération technologique du 21^{ème} siècle, ainsi que la facilité croissante de voyager, pourraient permettre à l'éducation de changer radicalement.

Pourtant, l'éducation au niveau national ne change pas aussi vite qu'elle devrait : souvent, les gouvernements traitent ce domaine avec beaucoup de conservatisme afin de maintenir le monopole serré qu'ils détiennent sur la création de citoyens aux normes. On entend souvent parler de l'effort mis pour former des citoyens aptes au travail et productifs - d'où l'accent mis sur le classement PISA et d'autres résultats similaire à propos de l'éducation. Cet angle de vue est complètement biaisé.

L'éducation est la clé qui déverrouille le potentiel individuel. Dans l'esprit mondial actuel d'interconnexion, l'éducation devrait être de plus en plus interdisciplinaire, globale, et comprendre, partout, de multiples perspectives. Et c'est déjà le cas. Preuve en est l'augmentation annuelle à deux chiffres, au cours des dernières années, du nombre d'écoles dans de nombreux pays qui dispensent des cursus à tendance internationale. Une autre est dans l'explosion du nombre d'écoles partout dans le monde, qui délivrent des Baccalauréat Internationaux (IB). Ces établissements proposent un programme global. Nous assistons aussi à une demande croissante d'enseignement bilingue. Les gouvernements étant relativement lents à intégrer ces enseignements dans leurs programmes nationaux, des fournisseurs scolaires à but lucratif ou non souvent, comblent le vide. La mobilité des étudiants est mondialement en hausse depuis les années 1990 ; malgré quelques revers, elle continue d'augmenter, en particulier au niveau universitaire. De plus en plus d'étudiants traversent leurs frontières, au moins pour une expérience éducative à l'étranger. Cela contribue à renforcer l'identité des générations futures en tant que citoyens du monde, le maintien et le développement de ces programmes étant importants pour que nous ayons des citoyens partout qui comprennent pourquoi il est nécessaire de mettre en œuvre les Objectifs du Développement Durable, et au-delà, pourquoi il faut se concentrer sur le projet d'un monde juste et durable.

Un bon exemple que, je voudrais noter ici est l'option bilingue du baccalauréat français. Ce programme est basé sur des accords nationaux bilatéraux. Le programme se structure ainsi : la France et le pays partenaire "empruntent" les perspectives essentielles et la langue de l'autre pour des sujets tels que l'histoire, la géographie et la littérature. Dans le programme français-allemand appelé AbiBac, les élèves français apprennent l'histoire allemande en allemand, et les étudiants allemands apprennent l'histoire française en français. Le programme est disponible dans environ 70 écoles en France, et à peu près le même nombre en Allemagne. Des programmes binationaux similaires existent

avec d'autres nations dont un avec les États-Unis. Ce genre de programme est un excellent moyen d'enseigner au plus tôt, différentes perspectives. Enseigner aux enfants dans leurs premières années que les autres enfants d'autres pays, ont leurs raisons d'être, et que nous avons tous nos points de vue, est essentiel.

Un autre exemple d'éducation qui ouvre vraiment vers l'avenir, est la « LEAF Academy », nouveau pensionnat secondaire sans but lucratif qui vient d'ouvrir à Bratislava, en Slovaquie. La mission de cette école comprend : l'accent sur l'éthique, sur l'excellence, sur le leadership entrepreneurial et l'engagement civique dans sa propre communauté. Un fil d'éducation du caractère et de la découverte de soi sous-tend le programme international de cette école. Elle se concentre sur l'Europe centrale, recrutant la plupart de ses étudiants à partir des pays de la région. La partie essentielle du programme d'études, destiné à tous, est axée sur l'Europe centrale : les élèves en apprendront l'histoire, du point de vue des différents pays qui la composent. Compte tenu des problèmes historiques régionaux et des problèmes ethniques survenus dans ces pays au cours des siècles, cette école est une grande initiative pour contribuer à former des citoyens aptes à comprendre et à pratiquer de justes relations humaines.

Au cours de ces dernières années dans le monde, les programmes éducatifs complémentaires, offerts par des organismes à but non lucratif, ont connu une forte augmentation. Ce développement est le bienvenu et j'espère qu'il continuera. La technologie permet aux écoles dans le monde entier, d'utiliser ce type de programmes. Un bon exemple de mon travail dans l'éducation internationale est donné par l'organisation canadienne WE.org., service diffusant des programmes d'apprentissage en ligne. Cette organisation a récemment conclu un partenariat avec le College Board qui est un fournisseur de stages avancés aux lycées américains. Les lycéens, selon leurs orientations, peuvent faire un stage d'une durée d'un an. Ils appliquent aux défis du monde réel, les compétences acquises en classe. On attend des élèves qu'ils mènent à bien un projet local et un projet global. Cela leur permet de s'affronter, dans leur propre communauté, à un défi en mode « bottom-up », aussi bien que de se former en matière d'interdépendance mondiale. C'est une combinaison très efficace, satisfaisant parfaitement aux besoins du monde. Un accent explicite est placé aussi sur les compétences à acquérir et sur les résultats du projet, afin que les élèves le fassent à travers une pratique active et aussi l'apprentissage de la responsabilité. La valeur brute du potentiel de ce programme en termes d'impact est notable : plus de 2 millions d'étudiants ont suivi des cours de niveau avancé dans environ 20.000 écoles aux États-Unis et dans plus de 120 autres pays, l'an dernier.

Voici ce que disent d'eux-mêmes, les intervenants de WE.org sur leur site : « Nous sommes des idéalistes éhontés qui croient qu'une version de notre nature la plus haute tire sa vie de celle d'un héritage quotidien ». Cette phrase signifie tellement notre choix conscient de faire avec notre nature la plus élevée, compte tenu des choix que cela implique, la volonté d'être mus par nos idéaux, et de mettre en œuvre quelque chose tous les jours, afin de laisser ici-bas, un impact. Un bon exemple pour nous tous de pratiquer, avec persévérance et le sens de l'humour.

Je vous remercie.

* * *

Fin de cette journée

* * *

Merci de votre participation à ce forum BVM 2016

* * *

***Toute notre gratitude à tous les traducteurs bénévoles
sans qui ce recueil n'aurait pas été possible***